

ARMÉES

ARMÉES

D'ARMÉE D'OURD'HUI

MODERNISATION
TRANSFERT DES UNITÉS :
ZOOM SUR LE 28^e GROUPE GÉOGRAPHIQUE



HAÏTI

**SIX MOIS
APRÈS
LE SEISME**

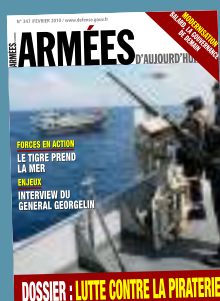
INDUSTRIE

**LES CHAINES
DE MONTAGE
DU VBCI**

DOSSIER ACCOMPAGNER LES FORCES AFGHANES



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos **forces en action**, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, **Armées d'aujourd'hui** est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial* ☐ France ☐ Étranger/Dom-Tom/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à : ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

FORCES EN ACTION

- 4** À la recherche de pilotes disparus
- 10** Les opex en bref
- 12** Portfolio

MODERNISATION

- 14** Transfert : le 28^e groupe géographique à la manœuvre

FOCUS DÉFENSE

- 18** Haïti : Aider pour reconstruire
- 22** Otan : la marine française prépare son tour d'alerte
- 26** Maîtrise des armements conventionnels : journées portes ouvertes en France
- 30** Le Normandie-Niemen défile sur la place Rouge
- 32** Repères

DOSSIER

- 34** Afghanistan : accompagner les forces de sécurité
- 36** Une mission de longue haleine
- 40** Interview du général américain Anne F. Macdonald
- 44** Épidote, mentors français pour instructeurs afghans
- 47** Interview du général afghan Ghulam Haidar
- 48** Guider l'Armée nationale afghane vers l'autonomie
- 52** Mission de police en Surobi sous l'œil des gendarmes français

INDUSTRIES ET TECHNOLOGIES

- 56** VBCI : le défi industriel

DÉTOURS

- 60** Culture : interview de Daniel Cordier

PERSPECTIVES

- 64** Document photo
- 65** Histoire : mai-juin 1940
Retour sur la guerre éclair

KIOSQUE

- 66** Sélection



À la recherche de pilotes disparus



AFGHANISTAN

Un article de la revue "L'Armée de Terre" n° 351, paru en septembre 2003.

ACCOMPAGNER LES FORCES DE SÉCURITÉ



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Direction : Directeur de la publication : Laurent Teisseire. **Directeur de la rédaction :** colonel (terre) Benoit Brulon. **Chef du bureau de la rédaction :** lieutenant-colonel (air) Nicolas Martin. **Rédacteur en chef :** chef d'escadron (terre) Olivier Destefanis. **Rédacteur en chef adjoint :** adjudant-chef (terre) Stéphane Froidure (01 44 42 81 66). **Conception graphique :** Olivier Spadaccini. **Secrétariat de rédaction :** Laurence Balan, Yves Le Guludec. **Chef des reportages :** sergent-chef (terre) Alban Vasse (48 02). **Rédaction :** Carine Bobbera (48 07), Yann Brand (55 05), aspirant (marine) Guillaume Claret (45 83), Julien Fouineau (33 18), enseigne de vaisseau (marine) Cynthia Glock (40 04), Arnaud Hunter-Rousselle (58 72), Samantha Lille (47 27), capitaine (terre) Anne-Lise Llouquet (48 01), Linda Verhaeghe (48 26). **Prestations intellectuelles :** Jean-Claude Jaeger, Laurent Henninger, Sophie Lugez (Dicod / Traduction). **Service photo :** adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), Stéphanie Brandin (48 35), caporal-chef (terre) Christophe Fiard (48 40). **Directeur de fabrication :** Serge Couplier (01 56 77 23 08). **Photogravure :** Alliage. **Impression :** Circleprinters. **Routage :** CRP. Commission paritaire n° 0211 B 05686. Dépôt légal : février 2003. Dicod - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris.

Contact publicité (ECPAD) : Thierry Lepsch : 01 49 60 58 56 / thierry.lepsch@ecpad.fr
Abonnés (ECPAD) : 01 49 60 52 44 / routage-abonnement@ecpad.fr
Diffusion : 01 56 77 23 08 / serge.couplier@dicod.defense.gouv.fr. **Photo de couverture :** JF. D'Arcangues/ECPAD

4

FORCES EN ACTION

Resco

Des commandos parachutistes de l'air du CPA 30 de Bordeaux-Mérignac s'entraînent à une mission de récupération et de sauvetage au combat (Resco).

14

MODERNISATION

Transfert d'unités

Après soixante ans de présence, le 28^e groupe géographique quitte Joigny, dans l'Yonne, pour Haguenau, en Alsace, le 1^{er} août prochain. Revue de détail d'une opération d'envergure...

34

DOSSIER

Afghanistan

La montée en puissance des forces de sécurité est une des clés du retour de la paix dans le pays. Bilan de la reconstruction de l'armée et de la police afghanes, entamée il y a près de huit ans.

Un pilote de Mirage et son navigateur obligés de s'éjecter en terrain ennemi. Sept commandos parachutistes de l'air du CPA 30, de la base aérienne de Bordeaux-Mérignac, partent pour une mission de « récupération et de sauvetage au combat ». Et pour obtenir leur qualification...

Par Cynthia Glock. Photos : Arnaud Roiné / ECPAD

À la recherche de



e pilotes disparus



« Du matériel,
des barres
de céréales et
plusieurs litres
d'eau. Pour
nous, et pour
les pilotes... »

À droite :
Commandos du CPA 30
progressant à la tombée
du jour, et en silence,
tandis que douze autres
commandos « ennemis »
patrouillent jour
et nuit en véhicule
sur les points hauts.

En haut :
La balise de détresse
des pilotes (en bonnet)
a permis à leurs
« sauveurs » de les
localiser précisément.





Les silhouettes de sept commandos parachutistes de l'air progressent lentement, de nuit, sous la pluie fine, chacun de leurs pas s'enfonçant dans le sol détrempé. Scrutant les collines de Saint-Palais (Pyrénées), à peine éclairées par la lune, ils cherchent un pilote de chasse et son navigateur éjectés de leur Mirage, il y a deux jours, après avoir été touchés par un tir sol-air. Ces militaires du commando parachutiste de l'air (CPA) 30, implanté sur la base aérienne 106 de Bordeaux-Mérignac, jouent un scénario qui sert d'épreuve pour leur qualification opérationnelle à la Récupération et au sauvetage au combat (Resco). Le rôle des « éjectés » est tenu par deux pilotes de la base qui se sont portés volontaires. Douze autres commandos font office d'ennemis. Ils patrouillent en véhicule et observent la zone nuit et jour depuis des points hauts sans savoir où se trouve le groupe. À tout moment, ils peuvent le repérer et faire échouer l'opération. L'ensemble de la manœuvre est encadré par une dizaine d'instructeurs, localisés au « poste de commandement » dans la vallée.

Loin des itinéraires à découvert et des chemins balisés

Pour les sept commandos, pas question d'échouer. En cas de succès, après plusieurs mois d'instruction, ils seront réellement intégrés à des équipes Resco et seront susceptibles d'être projetés en opération. Le concept Resco est né au lendemain du conflit en ex-Yougoslavie. En 1995, un Mirage 2000D est touché par un tir sol-air serbe. Contraint de s'éjecter, l'équipage échoue en zone de combat et reste prisonnier des Serbes plusieurs mois. Les récupérer avant leurs ravisseurs aurait évité une longue captivité. Créé dans la foulée pour mener ces missions, le CPA 30 regroupe des spécialités variées : chuteurs opérationnels, tireurs d'élite, maîtres-chiens ou spécialistes du guidage aérien. Depuis quelques années, il a étendu ses compétences au concept plus large de récupération de personnel isolé. « *En Afghanistan, il pourrait s'agir, outre de pilotes éjectés, de petites unités, opérant loin de leur commandement, ou même de civils, comme des humanitaires* », détaille le commandant R., commandant en second du CPA 30.

Les sept commandos s'arrêtent pour faire un point topographique. « *On va continuer hors des itinéraires à découvert et des chemins balisés, murmure le chef de l'équipe Resco, on ne doit plus être très loin de notre objectif.* » ■■■



« Pour nous,
c'est sécurisant
de savoir que,
le jour où on en
aura besoin,
les commandos
viendront nous
chercher. »

Ci-dessus :
Après plusieurs heures
passées sous une bâche,
retour des commandos
en zone « amie »,
direction le point
de récupération
par l'hélicoptère.
Mais les commandos
ont dû se reconfigurer
rapidement pour
rejoindre un nouveau
point de récupération.





■ ■ ■ Le point fait, ils reprennent leur lente progression à travers les ronces sur un sol rendu glissant par la pluie. « *Chacun porte une vingtaine de kilos d'équipement, sans compter les armes, explique un commando. Du matériel, plus quelques barres de céréales et, surtout, plusieurs litres d'eau. Pour nous et bien sûr pour les pilotes.* »

Transis de froid, les pilotes attendaient les commandos

Les candidats à la qualification Resco n'ont eu que quelques heures, la veille, pour concevoir un plan après avoir reçu le scénario concocté par les instructeurs. « *Ils doivent bien séquencer leur mission et en mémoriser toutes les étapes, estime un des instructeurs au CPA 30, et connaître tous les détails de l'environnement dans lequel ils vont évoluer.* » Penchés sur leurs cartes et leurs écrans, ils ont recueilli les données géographiques, topographiques et météorologiques de la zone hostile, puis ont mis au point leur plan d'infiltration et d'exfiltration. « *Ils doivent avoir conscience de tous les cas non conformes qu'ils pourraient rencontrer. Blessure, attaque ennemie, dysfonctionnement du matériel de transmission : tous les scénarios possibles doivent être envisagés, rien ne doit leur échapper.* »

Le groupe finit par gagner la partie boisée où les pilotes se sont réfugiés. Grâce à la position GPS indiquée par la balise de détresse, les commandos découvrent vite les « rescapés », complètement transis de froid, qui ont été déposés par les instructeurs quelques heures plus tôt. Pourtant, sous la capuche des vestes de treillis, les visages grimaçants de vert et noir restent tendus : il faut tout d'abord s'assurer qu'il s'agit bien des hommes recherchés. Les pilotes se placent en posture dite de « soumission » – à genoux, les mains derrière la tête – pour signifier leur coopération. Les commandos commencent alors une FAI (fouille authentification identification). Les deux hommes doivent répondre à des questions très précises qui doivent permettre de les identifier sans aucune ambiguïté. Ils sont également fouillés et leur état de santé est vérifié : ils ne sont pas blessés, juste complètement trempés. C'est seulement après l'identification qu'ils reçoivent des vêtements secs.



Commence alors la seconde partie de la mission. Tous doivent maintenant s'exfiltrer de la zone ennemie. Celle, amie, où ils seront récupérés par hélicoptère dans environ quarante-huit heures, n'est située qu'à quelques kilomètres, mais il n'y a pas de temps à perdre. Dans quatre heures, le soleil percera au-dessus des collines, et il n'est pas question de marcher en plein jour...

Dissimulés sous des bâches camouflées, les neuf hommes attendent, immobiles. À tour de rôle, deux soldats sont postés pour tenir la garde. Un autre prépare un compte-rendu pour le poste de commandement : « *RAS. Avons atteint le point n° 2. Reprenons la progression à 21 h 30.* »

Près du but, le point de récupération est déporté de plusieurs kilomètres

Trente-six heures plus tard, la dernière ligne droite se dessine enfin pour ces hommes que la fatigue et la pluie incessante ont fini par marquer. Or, les instructeurs ont décidé de « prolonger » la mission. « *Nous leur avons dit que l'hélicoptère ne pouvait pas les récupérer à l'endroit prévu, explique le commandant R. C'est un cas dit non conforme qui peut arriver en opération. Nous voulons qu'ils se reconfigurent rapidement pour atteindre à temps le point de récupération bis.* » À l'annonce de la nouvelle, personne ne bronche.

Après un rapide point topographique, la progression reprend. « *De toute façon, il vaut mieux marcher que rester statiques sous la pluie* », estime un des équipiers.

Six heures du matin. Le groupe, hors d'atteinte de la menace ennemie, rejoint le point haut où l'hélicoptère va se poser. La mission de récupération s'achève. « *Les gars sont rincés... Les pilotes vont regretter d'être venus !* », plaisante un instructeur. Car il n'ignore pas que, pour eux, participer à ce type d'exercice est très important. Ils savent désormais quelles procédures les commandos para mettent en place et ce qu'ils sont en mesure de faire s'ils se retrouvent un jour en situation de personnel isolé. « *Pour nous, le personnel navigant, c'est sécurisant de savoir que le jour où on en aura besoin, les commandos viendront nous chercher, dira d'ailleurs l'un des « rescapés », dans l'hélicoptère qui les ramène à Bordeaux, ils sont comme une assurance-vie.* » ■

22/05 AFGHANISTAN : UN OFFICIER DU GÉNIE TUÉ AU COMBAT



ADC DUBOIS / SIRPATERRE

Le capitaine Christophe Barek-Deligny a été tué en mission par l'explosion d'un engin explosif improvisé (EEI). Commandant de compagnie au 3^e Régiment du génie de Charleville-Mézières, il était arrivé sur le théâtre afghan en avril, où il servait au sein d'une Operational Mentor and Liaison Team (OMLT)

dans la province de l'Oruzgan, sous responsabilité néerlandaise. Un EEI a été découvert par une patrouille menée conjointement par des militaires français et des soldats de l'Armée nationale afghane en vallée de Tangi. Appelés sur les lieux, le capitaine et une équipe de démineurs ont été victimes de l'explosion d'un second

engin. Un soldat néerlandais et un interprète afghan ont perdu la vie au cours de la même attaque. Une douzaine de jours plus tôt, quatre sapeurs du génie français avaient été blessés à bord de leur véhicule de l'avant blindé (VAB) par l'explosion d'un EEI dans la province de Kapisa. Un des militaires, plus grièvement touché, a été rapatrié en métropole, où il a été pris en charge dans un hôpital militaire parisien. Le capitaine Barek-Deligny est le sixième militaire français tombé en Afghanistan depuis le début de l'année, ce qui porte à 42 le nombre de soldats français tués depuis le début de l'intervention internationale en 2001.

15/05 GUYANE : LES ARMÉES ASSISTENT LE SURINAM DANS LA RECHERCHE DES VICTIMES D'UN CRASH AÉRIEN



EMA

Les forces armées en Guyane (FAG) ont répondu à la demande d'assistance du gouvernement surinamais pour rechercher l'épave d'un avion Antonov qui s'est écrasé à proximité du département français avec 10 passagers à son bord. En quelques heures, un hélicoptère Puma et 15 militaires ont participé aux actions de recherche en jungle. Les moyens des FAG ont permis de localiser rapidement l'appareil, tandis que les secours étaient acheminés simultanément par hélicoptère et par voie fluviale. Aucun passager, malheureusement, n'a survécu à l'accident.

19/04 GUINÉE : 103^e MISSION CORYMBE

Le bâtiment de projection et de commandement *Mistral* a appareillé de Toulon pour entamer la 103^e rotation de l'opération Corymbe. Depuis 1990, cette mission assure une permanence opérationnelle depuis un bâtiment de combat entre le Sénégal et l'Angola. Corymbe permet aussi de conduire des exercices avec les forces françaises stationnées dans la région et avec les marines des pays riverains du golfe de Guinée.



MARINE NATIONALE

19/05 OUGANDA : FORMATION DES FORCES SOMALIENNES

Un détachement des Forces françaises à Djibouti (FFDJ) se trouve en Ouganda, au camp de Bihanga, dans le cadre de la mission européenne de formation (European Union Training Mission – EUTM) des forces somaliennes du gouvernement fédéral de transition (GTF). Les 25 militaires français participent à cette mission d'instruction placée sous commandement espagnol. L'EUTM dispense une formation militaire aux recrues somaliennes jusqu'au niveau de la section, avec une attention particulière pour les sous-officiers et les jeunes officiers. Selon les souhaits somaliens, le programme de formation mis en œuvre par l'EUTM avec l'appui de l'Ouganda porte essentiellement sur quatre domaines : menace explosifs improvisés et formation santé ; systèmes d'information et de communication ; combat urbain ; formation des hommes de troupes. Durant un an, environ 150 militaires de 14 pays européens formeront quelque 2 000 Somaliens à raison de deux cycles par six mois. L'Ouganda, qui accueille l'EUTM, est un des principaux contributeurs de troupes pour la mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom) et forme aussi régulièrement des soldats somaliens sur son sol.

07/05 TCHAD : MANŒUVRE BINATIONALE INTERARMÉES

En partenariat avec le groupement des écoles militaires interarmées tchadien (GEMIA), les éléments français au Tchad (EFT) ont conduit une manœuvre binationale. Baptisé Barh-el-Ghazal, l'exercice s'est déroulé au nord-est de la capitale, N'Djamena, près des villes de Moussoro et Massaguet. Une centaine



EMA

d'élèves officiers et sous-officiers tchadiens se sont entraînés au côté des soldats français dans le cadre d'un scénario tactique interarmées réaliste impliquant notamment l'intervention de Mirage F1. Ces appuis aériens ont permis aux élèves d'appréhender la complexité du combat associant les troupes au sol et l'aviation. Barh-el-Ghazal s'est achevé sur une prise d'armes sur la base de Kosseï.

30/04

LITUANIE : FIN DE MISSION

Le détachement français en charge de la police du ciel dans les pays baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie) a passé le relais à la Pologne lors d'une cérémonie qui s'est tenue sur la base aérienne de Siauliai, dans le Nord du pays.

05/05 SOMALIE : NOUVELLE INTERCEPTION DE PIRATES PRÉSUMÉS



R. DAL SOGLIO / MARINE NATIONALE

La frégate *La Fayette*, engagée dans l'opération européenne Atalante de lutte contre la piraterie, a intercepté un groupe

de pirates présumés dans les eaux du bassin somalien. Repérés par un avion de patrouille maritime, un bateau-mère et deux skiffs

d'assaut ont été pistés par la frégate. L'hélicoptère du bord et une embarcation d'intervention rapide ont été déployés pour intercepter les suspects qui tentaient de prendre la fuite. Stoppés par un tir de semonce, puis par un tir de neutralisation sur le moteur d'un des skiffs, douze personnes ont été capturées et prises en charge par un autre bâtiment d'Atalante. Depuis le début 2010, 86 pirates présumés ont été interceptés par la marine nationale et une vingtaine d'embarcations neutralisées.

20/04

AFGHANISTAN : PASSATION DE COMMANDEMENT

Le général Druart a passé le commandement de la Task Force (TF) *La Fayette* au général Chavancy au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée sur la base avancée de Nijrab, dans la province de Kapisa. Créée en novembre 2009, la TF *La Fayette* est une des cinq brigades de combat du Commandement régional Est (RC-Est). Elle comprend deux groupements tactiques interarmes en Kapisa et Surobi ainsi qu'un bataillon d'hélicoptères basé à Kaboul.



EMA

17/04 CÔTE D'IVOIRE : AIDE À LA POPULATION

Le bataillon français *Licorne* a conduit, en partenariat avec des éléments des forces armées nationales de Côte d'Ivoire, une semaine d'actions civilo-militaires au profit des enfants et de la population de Pokoukro (centre du pays). Après une distribution de kits scolaires, une salle de classe de l'école élémentaire a été rénovée et inaugurée en présence du président du conseil général du département de Dimbokro, du porte-parole des habitants et du chef de corps du bataillon. L'équipe médicale de la force *Licorne* a par ailleurs dispensé des soins à la population et équipé le dispensaire du village d'une citerne de 600 litres d'eau. Ces projets avaient fait l'objet d'une concertation entre le bataillon *Licorne* et les autorités locales.



EMA

O
L
O
H
T
B
O
R





SEBASTIEN LAFARGUE / ECPAD



JÉRÔME SALLES / ECPAD

1 - Gala équestre

Cadre Noir et Képi Blanc aux Invalides : le Cadre Noir de Saumur rencontre la Légion étrangère.

2 - Rencontre

Après avoir dansé, le cheval est félicité par le musicien.

3 - Harmonie

Cavalier et cheval évoluent en parfaite harmonie.

4 - Musique

Les musiciens de la Légion étrangère.

5 - Cabriole

Un écuyer du Cadre Noir fait exécuter une cabriole à son cheval.



JÉRÔME SALLES / ECPAD



SEBASTIEN LAFARGUE / ECPAD



JÉRÔME SALLES / ECPAD

Transfert : le 28^e groupe géographique à la manœuvre

Après soixante ans de présence, le régiment quitte une petite commune de l'Yonne pour Haguenau, en Alsace, le 1^{er} août prochain. Reclassement et relogement du personnel, transfert du matériel : revue de détail d'une opération d'envergure...

Cartes et planisphères ont été décrochés des murs, tandis que les cartons de déménagement ont envahi les bureaux. Dehors, des conteneurs attendent d'être remplis... Après soixante années de présence, la caserne de Joigny, petite commune de l'Yonne de 12 000 habitants, fermera définitivement ses portes. Le 1^{er} août prochain, le 28^e groupe géographique sera en effet transféré à Haguenau, dans le Bas-Rhin. « L'annonce, en juillet 2008, de ce transfert a créé un choc, mais le temps efface tout. Le personnel l'a désormais "intégré" », affirme

le lieutenant-colonel Bruneau, chef de corps du régiment.

Hormis le déménagement du matériel et du mobilier, la préoccupation principale du commandement est la gestion des mutations et des conditions de transfert des 320 militaires d'une commune à l'autre, mais aussi le reclassement des 55 civils. Pour ces derniers, le défi est de taille. « Ces agents sont fortement implantés dans la région et ne veulent pas la quitter, tout simplement », affirme Mme Gauthey, responsable du personnel civil au régiment. Ici, la moyenne d'âge des civils est de 50 ans. Ils ont déjà vécu une restructu-

ration en 1999. Pour eux, le transfert ne s'effectuera pas dans la liesse, car c'est tout leur quotidien qui va être perturbé, souligne-t-elle. Je suis moi-même concernée par la mutation. Contrairement à ce qui se pratique d'habitude, c'est mon mari qui me suit à Rennes, bien qu'il soit militaire ! Tout compte fait, nous sommes satisfaits. »

Malgré les réticences et les inquiétudes, le 1^{er} août prochain, tous les civils du régiment devront être reclassés. La quasi-totalité a pu trouver une solution, selon le général Philippe Hétroy, médiateur mobilité de la zone Centre-Est. Son rôle est d'appuyer les dossiers d'agents qui se portent candidats

Les efforts de la Direction des ressources humaines ont beaucoup contribué à la sérénité des militaires et de leurs familles. Quant aux civils, la quasi-totalité ont été reclassés.



à une mobilité en dehors du ministère de la Défense auprès des services déconcentrés de l'État et des collectivités territoriales. À ce jour, trois personnes ont bénéficié d'un reclassement local, sept resteront sur le site du régiment, dont le dépôt de cartes est maintenu jusqu'au début 2012 – date à laquelle elles seront confiées à l'Institut géographique national (IGN) –, puis prendront leur retraite. Une dizaine d'agents, qui ont refusé une mutation, seront contraints à des déplacements quotidiens de plus de 150 km et une quinzaine seront mutés avec leur famille.

Soutien des candidats au départ, mutations facilitées

Vingt agents ont, par ailleurs, opté un des dispositifs du plan d'accompagnement des restructurations (PAR). Celui-ci offre la possibilité d'un départ assorti d'une indemnité pour les personnes quittant la fonction publique dans le cadre d'une restructuration et souhaitant mener un nouveau ■ ■ ■

Quels sont les principaux objectifs des mesures d'accompagnement du personnel ?

L'objectif est de permettre à l'ensemble des personnels civils et militaires de pouvoir participer à la réforme du ministère de la Défense dans les condi-

tions les meilleures, notamment en terme de mobilité. Les mesures d'accompagnement visent en effet à favoriser les mobilités géographiques et fonctionnelles, et à susciter des départs ciblés de l'institution. De la qualité de ces mesures dépend l'engagement du personnel pour conduire la réforme à son

terme et s'assurer à chacune de ses étapes que le ministère dispose d'un personnel en nombre suffisant, compétent et motivé.

Quelles sont les mesures phares de ce dispositif ?

Le dispositif repose principalement sur :

- la mise en place d'une structure interarmées de reconversion de la Défense : l'agence Défense Mobilité qui intègre l'ensemble des opérateurs reconversion du ministère ;
- un plan d'accompagnement des restructurations s'appuyant en particulier sur une incitation financière ciblée aux départs pour encourager les personnels à une seconde carrière (pécule pour les militaires, indemnité de départ volontaire pour les civils) et sur un dispositif indemnitaire favorisant la mobilité géographique, assorti d'aides sociales (logement, famille, etc.).

Comment un agent du ministère de la Défense, militaire ou civil, peut-il trouver des réponses à ses interrogations sur les différentes mesures d'accompagnement ?

Des cellules locales dédiées à l'accompagnement individuel des agents les guident dans leurs choix personnels, leurs projets d'évolution professionnelle ou de reconversion. Le réseau des 700 assistants sociaux propose également un soutien aux familles et la gestion des incidences de la mobilité (aides au logement, prêts personnels, gardes d'enfants, etc.).

Toutes les mesures sont consultables sur l'espace « Accompagnement social des restructurations » du site Intradef Modernis'actions, et sur deux plaquettes, l'une dédiée aux militaires, l'autre aux civils.

3 questions au

Contrôleur général des armées Jacques Roudière, Directeur des ressources humaines du ministère de la Défense



PHOTOS : BRUNO BIASUTTO / DICOD

■■■projet professionnel ou créer une entreprise. Enfin, cinq agents seront à la retraite dans les mois à venir.

« Le reclassement du personnel civil du 28^e groupe géographique se termine de façon très satisfaisante pour ce qui est de la manœuvre "ressources humaines". Mais, pour la grande majorité du personnel, c'est au prix de sacrifices personnels et familiaux », tempère le général Hétroy.

Beaucoup plus familiers des mutations que les civils, les militaires spécialistes en géographie qui rejoindront Haguenau ont néanmoins bénéficié d'un accompagnement soigné. Le chef de corps a organisé durant un an des séances d'information quotidiennes, à l'occasion des cérémonies des couleurs, plus huit réunions pour les militaires avec leurs familles. « Ces séances permettent de couper court aux rumeurs et aux malentendus, tient à souligner le lieutenant-colonel Bruneau. Des membres de la garnison d'Haguenau se sont même déplacés jusqu'à Joigny pour rencontrer les militaires. Surtout ceux pour qui c'est la première mutation, pour la plupart des militaires du rang. »

Les militaires mutés ailleurs qu'à Haguenau



Le transfert de la base de l'Yonne à celle d'Haguenau, en Alsace, représente le déménagement de 4 000 mètres cubes.

transfert vers l'Alsace du mobilier et du matériel militaire (véhicules, armement, matériel de topographie) est bien engagé. « Le matériel militaire est déjà en cours de transfert. Quant aux 2 500 mètres cubes de mobilier, c'est une société civile qui les transportera durant la deuxième quinzaine de juin, précise le lieutenant-colonel Galpin, le commandant

Le délégué régional aux restructurations de Défense, Claude Murena, a, entre autres missions, celle de faire le lien entre la Défense et les acteurs économiques locaux pour redynamiser les territoires privés de leur site militaire. Pour compenser l'impact économique de la fermeture du quartier militaire, sera mis en œuvre un contrat de redynamisation de site de Défense (CRSD). « L'État a réservé 3 millions d'euros pour ce dispositif. Cela devrait produire un effet levier sur les contributions des autres partenaires publics. On devrait pouvoir tendre vers un budget de 10 millions d'euros, auxquels il faut ajouter les fonds issus de partenariats public-privé », affirme M. Murena. Toute la communauté de communes (7 villes) en bénéficiera.

Des projets de reconversion sont à l'étude. La création d'un pôle économique avec une pépinière d'entreprises, d'un pôle administratif qui recevrait une antenne du conseil général, d'un pôle formation pour les métiers de la gastronomie et de l'hôtellerie est envisagée. Une partie de l'emprise militaire serait aménagée d'espaces verts de loisirs et d'habitations faiblement « énergivores ».

« Une page se tourne à Joigny, une nouvelle s'ouvre à Haguenau », résume un sous-officier du régiment fraîchement rentré de mission au Gabon. Dès cet été, le 28^e groupe géographique créera ses cartes topographiques en Alsace, qu'il continuera de fournir aux unités présentes en France et sur les théâtres d'opérations. À Haguenau, sur le camp d'Oberhoffen, il rejoindra les autres régiments de la brigade de renseignement, qui aura ainsi achevé sa réorganisation. ■

Anne-Lise Llouquet

Mouvements d'unités : le dispositif immobilier

Deux volets immobiliers accompagnent les mouvements liés aux restructurations. Il s'agit d'abord d'assurer la mise à niveau des infrastructures et de l'offre de logement en concertation avec les collectivités territoriales des zones d'accueil. La Direction de la mémoire du patrimoine et des archives (DMPA) a signé des conventions de réservation de logements pour des programmes livrés ou restant à livrer jusqu'en 2011. Par exemple, 126 logements sont réservés à Draguignan pour l'été 2010, et 100 en 2011, pour l'École d'application de l'infanterie.

Quant aux opérations de cession des emprises de la Défense, elles sont conduites par la Mission pour la réalisation des actifs immobiliers (MRAI). Avec les collectivités locales et les repreneurs éventuels, la mission identifie le potentiel de valorisation au plan foncier, immobilier, ou au titre de l'aménagement urbain des sites reconvertis.

ont bénéficié, pour leur part, de toutes les attentions de la Direction des ressources humaines de l'armée de terre (DRHAT), qui a beaucoup facilité ces mutations. « Les premiers ordres de mutation sont arrivés dès le 15 février ce qui est bien plus tôt que la normale. Cet effort de la DRHAT a contribué grandement à la sérénité des personnels et de leurs familles », souligne le lieutenant-colonel Bruneau.

Obéissant à une logique plus simple, le

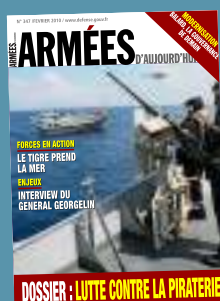
en second. En tout, près de 4 000 mètres cubes doivent être déplacés, et nous sommes dans les temps. Notre planification est respectée ! »

Réhabiliter et redynamiser le site

Reste qu'avec le départ des militaires, la ville de Joigny, troisième ville de l'Yonne, va perdre 10 % de sa population, ce qui aura un impact non négligeable. La première étape est la réhabilitation du site, de 12 hectares.



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos **forces en action**, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, **Armées d'aujourd'hui** est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial* ☐ France ☐ Étranger/Dom-Tom/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à : ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.



PHOTOS : JOHANN PESCHEL / ECPAD

HAITI

À la demande de l'Union européenne, la France a reconduit l'opération Séisme Haïti 2010. Un détachement de 220 militaires est arrivé en mars pour réaliser, jusqu'en juin, les gros travaux de déblaiement en vue de la reconstruction, en priorité, des établissements scolaires de Port-au-Prince.

aider pour reconstruire

Les sapeurs des 2^e et 5^e Régiments du génie sont venus de métropole avec leurs ateliers de menuiserie, charpente, maçonnerie et 60 engins lourds. Le 41^e BIMA de Guadeloupe assure, pour sa part, le commandement et le soutien du détachement français.



Les traces du séisme de magnitude 7 qui a touché Port-au-Prince durant 45 secondes le 12 janvier dernier sont encore bien visibles. C'est un vaste champ de ruines qu'a découvert à son arrivée, le 22 mars dernier, le détachement de 220 militaires français venu participer à la phase de reconstruction de la capitale haïtienne. Répondant à la demande de l'Union européenne, la France a en effet décidé de poursuivre l'opération Séisme Haïti 2010, initiée dès le lendemain de la catastrophe qui a fait des centaines de milliers de morts, laissé 1 million de personnes dans la rue et détruit 80 % des constructions dans la région de la capitale. Pendant cinq semaines, des moyens aériens et maritimes ont acheminé 800 personnes – sécurité civile, pompiers, militaires et médecins – pour secourir les victimes et organiser l'évacuation de 1 700 ressortissants. Après cette phase d'urgence, l'aide s'est concentrée sur le processus de reconstruction.

Sur un terrain vague à proximité de la ville, les 220 militaires érigent en 24 heures le camp qui les accueillera pendant plusieurs mois. « *Nos experts du Service d'infrastructure de la défense et du génie sont arrivés quelques jours avant nous pour reconnaître la situation. Ils se sont entretenus avec les autorités haïtiennes pour définir les efforts à porter en priorité, explique le lieutenant-colonel Cornic, chef de corps du 41^e Bataillon d'infanterie de marine (BIMA), commandant ce nouveau détachement français en Haïti. La mission, plutôt orientée sur la construction de camps avant notre déploiement, a maintenant principalement pour objectif de préparer la reconstruction d'établissements scolaires.* » En effet, les populations sinistrées sont relogées dans des camps provisoires alors que les enfants de Port-au-Prince, scolarisés à 70 % avant le séisme, errent pour la plupart dans les rues. Le détachement français repère donc rapidement, avec le ministère de l'Éducation, ■■■

■ ■ ■ les écoles les plus dévastées. « Sur quelques chantiers, des travaux de réhabilitation et de renforcement suffisent, précise le lieutenant-colonel Cornic. Mais sur la plupart, il faut démolir les bâtiments branlants, déblayer les tonnes de ruines et aplanir les zones nettoyées pour que la reconstruction puisse débuter dans les meilleurs délais. » Celle-ci est ensuite prise en charge par l'État haïtien, les propriétaires des écoles ou des organisations humanitaires comme l'Unicef.

Dès le lendemain de leur arrivée, les militaires sont à pied d'œuvre sur cinq ou six chantiers en même temps. Environ la moitié du détachement vient de métropole. Les sapeurs du 2^e Régiment du génie (RG) sont venus avec leurs ateliers projetables d'électricité, de menuiserie, de charpente et de maçonnerie, ceux du 5^e RG avec 60 engins lourds : pelles hydrauliques, bulldozers, camions bennes et brise-roches.

Le reste du détachement provient des Antilles. Le 41^e BIMA de Guadeloupe assure le commandement, le soutien (notamment médical) et la protection du détachement. Trois prévôts de la gendarmerie nationale interviennent lorsque des corps sont découverts sur les chantiers pour établir les constats avec les autorités légales haïtiennes.

Enfin, 45 engagés volontaires des régiments du service militaire adapté (RSMA) de Martinique et de Guadeloupe travaillent sur les chantiers les moins « lourds ». Ils réalisent des travaux de voirie et de réhabilitation de bâtiments (peinture, électricité, maçonnerie, menuiserie).

« Ces jeunes Antillais ont un lien particulier avec les

Haïtiens, souligne le lieutenant-colonel Cornic, en raison de leur culture caribéenne commune. »

Il n'est pas rare en effet de surprendre dans la rue des conversations en créole entre Antillais et Haïtiens. « On se comprend plutôt bien, confie un volontaire guadeloupéen. D'autant que ce qui est arrivé ici peut se produire demain chez nous. » Outre l'aide humanitaire qu'ils apportent, cette mission est pour eux l'occasion de restituer le savoir-faire qu'ils ont acquis au RSMA puisque ce déploiement constitue le stage d'application de leur formation.

Régulièrement, les chefs du détachement se rendent au recortat de Port-au-Prince pour récupérer les listes d'écoles. Ils

contactent ensuite les directeurs d'établissement et effectuent une reconnaissance pour étudier la faisabilité des chantiers : accessibilité, étendue des travaux, engins nécessaires. Enfin, les militaires français travaillent sur des chantiers dits « itinérants » pour déblayer les rues où s'amoncellent chaque jour les gravats retirés à la main des habitations par la population. « Le but est de libérer la circulation routière et de pouvoir accéder aux chantiers, souvent situés en plein cœur de la ville », précise un chef de chantier. Les sections coopèrent, pour ces travaux de déblaiement, avec le ministère des Travaux publics, des Transports et de la Communication et avec un organisme privé de travaux publics, le Centre national d'équipement. Enfin, le détachement a travaillé sur trois chantiers demandés et finan-

cés par l'ambassade de France : l'Institut franco-haïtien (centre d'échange culturel franco-haïtien), qui a dû être rasé, le lycée français de Port-au-Prince et un orphelinat, qui avaient besoin de gros travaux de réhabilitation.

En quittant Haïti, début juin, les militaires du détachement du génie auront déblayé près de 30 000 m³ de gravats sur une cinquantaine de chantiers. Ils auront retiré des décombres plus d'une centaine de corps, pour la plupart des enfants. Les volontaires martiniquais et guadeloupéens des RSMA, pour leur part, continueront de se relayer pour poursuivre les travaux de réhabilitation jusqu'à fin septembre.

« La capacité de déploiement rapide des militaires, due en grande partie à la présence permanente des armées françaises

dans la zone, a permis de donner une impulsion forte dans l'aide à la reconstruction de Port-au-Prince, conclut le contre-amiral Arnould, commandant supérieur des Forces armées aux Antilles. La vie reprend peu à peu et certaines écoles accueillent déjà à nouveau leurs élèves. » À présent, l'État français, par le biais de l'ambassade de France, devrait poursuivre cette dynamique, en faisant notamment appel à des entreprises de bâtiment et travaux publics. Car aujourd'hui à Port-au-Prince, tout est à recréer, dans tous les domaines, en même temps. Pour que cette date fatidique du 12 janvier 2010, désormais gravée dans la mémoire du peuple haïtien, se transforme en espoir de nouveau. ■

Cynthia Glock

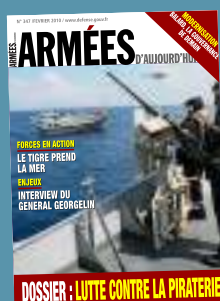
Il faut déblayer les rues où s'amoncellent chaque jour les gravats retirés des habitations à la main par la population.



Sur la plupart des chantiers il faut démolir des bâtiments branlants.



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos **forces en action**, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, **Armées d'aujourd'hui** est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial* ☐ France ☐ Étranger/Dom-Tom/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à : ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

Otan : la marine française prépare son tour d'alerte

L'exercice Brilliant Mariner vient de certifier la composante maritime de la force de réaction rapide de l'Otan, dont la France doit prendre le commandement pour six mois à partir du 1^{er} juillet prochain.

Etre « *full combat ready* », tel est le mot d'ordre que s'est fixé l'amiral Kérignard pour commander un important dispositif naval en mer du Nord – pas moins de 40 bâtiments de 13 pays de l'Otan – lors d'un exercice qui s'est déroulé du 12 au 24 avril dernier. Baptisé Brilliant Mariner, ce dernier est l'occasion de certifier la composante maritime de la force de réaction rapide de l'Otan (NRF). Un

examen de passage indispensable avant la prise d'alerte de la force navale multinationale le 1^{er} juillet prochain, dont la France prendra le commandement pour six mois.

C'est la deuxième fois que la France est désignée pour assurer ce commandement. À tour de rôle, les pays désignés par l'Otan conduisent cette force maritime de réaction rapide, assurant la fonction de « nation cadre ». La force navale est alors placée sous le commandement d'un état-major armé principalement par cette nation. En juillet, c'est celui de la Force aéromaritime française de réaction rapide FRMARFOR (voir encadré) qui assurera cette responsabilité. Pour atteindre l'effectif minimum de 150 marins, il reçoit des renforts italiens, allemands, espagnols, norvégiens. La responsabilité de « MCC » (Maritime Component Command) nécessite la mise à disposition du bâtiment de commandement *Mistral*, de navires de guerre des mines ainsi que du porte-avions *Charles-de-Gaulle*.

Tout au long de Brilliant Mariner, la force navale et son état-major sont évalués selon des critères établis par l'Otan. Une équipe d'évaluateurs « otaniens » à bord du bâtiment-amiral de la force, le *Mistral*, jugent ainsi la capacité ■■■

Un état-major français au format Otan

La Force aéromaritime française de réaction rapide (FRMARFOR) a été créée en 2004 dans le cadre de la participation de la France à la NRF (Nato Response Force) de l'Otan. Elle est armée par 109 militaires basés à Toulon.

Créée au format et selon les normes Otan, la FRMARFOR a été certifiée début 2006, à l'issue de l'exercice multinational Trident d'Or 05. Sa mission est de fournir les états-majors tactiques capables de planifier et de conduire des forces aéromaritimes dans un cadre national, européen ou Otan.

Son contrat opérationnel est de pouvoir fournir en simultané des états-majors tactiques destinés à planifier et conduire :

- une composante aéromaritime complète (comme aujourd'hui avec un bâtiment de commandement *Mistral*, le porte-avions *Charles-de-Gaulle*, mais aussi des frégates antiaériennes ou des pétroliers ravitailleurs);
- une force amphibie (en 2009, avec deux transports de chalands de débarquement (TCD) et des chalands de débarquement d'infanterie et de chars);
- un groupe aéronaval (autour du porte-avions *Charles-de-Gaulle* et de son groupe aérien embarqué);
- une force de guerre des mines (représentée par une unité de plongeurs démineurs et des bâtiments chasseurs de mines).



Le « Charles-de-Gaulle » et le « Mistral » (arrière-plan à gauche). Tout au long de l'exercice, la force navale et son état-major sont évalués par des inspecteurs de l'Otan.

■ ■ ■ à planifier et à conduire les unités déployées. « Pour obtenir une bonne évaluation, l'état-major doit montrer trois qualités essentielles : planification, coordination, adaptabilité », résume le commandant Osterman, évaluateur allemand pour l'Otan. Pour l'amiral Kérignard, à la tête de l'état-major, l'exercice est l'aboutissement d'un long processus de préparation opérationnelle, dont chaque pays contributeur a la charge pour ses navires. « Je me suis appuyé sur tous les retours d'expériences entretenus et partagés avec les nations contributrices de l'Otan, explique l'amiral. Rapidité d'exécution, interopérabilité avec les marines alliées..., dès que l'occasion se présente, nous tentons d'améliorer notre niveau de performance, un peu comme des athlètes de haut niveau. » Brilliant Mariner se déroule en deux temps. Le premier, dénommé *set fit*, consiste en une période de rodage de neuf jours comprenant l'entraînement de toute la force et la synchronisation de son action autour du navire-amiral. « La préparation suit une logique de progression, explique le capitaine de frégate Reynal, de la FRMARFOR. Cette période réunit des groupes de combat pour différents modes de lutte : aérien, sous-marin et de surface. Les groupes sont placés sous l'autorité de l'état-major embarqué. Une phase est donc

« L'état-major doit montrer trois qualités essentielles : planification, coordination, adaptabilité. »

nécessaire où l'on apprend à travailler ensemble au cours d'exercices qui se suivent selon un scénario prédéfini. » La force passe ensuite à la phase dite « *tacex* ». L'état-major de conduite n'a pas connaissance du scénario, tandis qu'à terre la direction de l'exercice développe en secret l'escalade d'une crise simulée. « Alors que, dans le set fit, les horaires sont très encadrés, ceux du "tacex" sont aléatoires. Les temps d'attente alternent avec des périodes de démonstration de réactivité. C'est la réalité de la vie opérationnelle, que nous cherchons à reproduire. »

À l'issue de ces deux phases, l'Otan a certifié la bonne préparation de l'ensemble de la force navale de réaction rapide et de son état-major pour sa prise d'alerte. Pour autant, l'entraînement des forces ne s'arrête pas avec Brilliant Mariner. Après sa prise de commandement, la France sera responsable du maintien en condition opérationnelle de la force pendant les six mois de période de disponibilité. Autrement dit, elle doit s'assurer que son état-major et les forces qui lui sont subordonnées sont prêts, en cas de crise, à être la première force sur le terrain sur demande du commandement de l'alliance. En somme, être « *full combat ready* »...

Ev2 Grégoire Chaumeil, du Sirpa Marine

— PERSONNELS CIVILS DE LA DÉFENSE —

La Revue d'Etudes, partenaire du Ministère de la Défense depuis près de 100 ans, vous propose des **PRÉPARATIONS À DISTANCE AUX CONCOURS DE CATÉGORIES A, B ET C :**

- Remise à niveau
- Approfondissement tout au long de l'année



www.revue-d-etudes.fr

Vous avez un projet ?
Nous sommes à votre écoute au **0825 800 735**

— PERSONNELS MILITAIRES DE LA DÉFENSE —

La Revue d'Etudes, partenaire du Ministère de la Défense depuis près de 100 ans, vous propose actuellement des **PRÉPARATIONS À DISTANCE AUX CONCOURS :**

- **INTERARMÉES :** Inspecteurs de la Sécurité de Défense, CID
- **SERVICES COMMUNS :** Majors SEA
- **GENDARMERIE NATIONALE :** recrutement Officiers
- **TERRE :** ESP Majors
- **AIR :** présélection Officiers "Rang"
- **MARINE :** EMF, Majors, Inspecteurs de la Sécurité Navale...

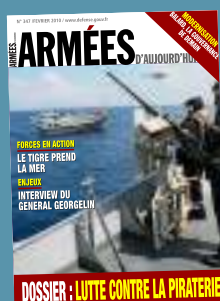


www.revue-d-etudes.fr

Vous avez un projet ?
Nous sommes à votre écoute au **0825 800 735**



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos **forces en action**, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, **Armées d'aujourd'hui** est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial* ☐ France ☐ Étranger/Dom-Tom/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à : ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

Maîtrise des armements

Journées portes ouvertes en



conventionnels France



Délégué étranger inspectant un Mirage 2000. Les délégations se déplacent au titre du Document de Vienne, l'un des trois outils de ce que l'on appelle la maîtrise des armements conventionnels.

Une délégation de vingt pays de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) s'est rendue en France pour visiter la base aérienne de Nancy et le camp de Suippes. Au programme, notamment, une démonstration de tir du nouveau système d'artillerie Caesar.

« **D**éfense d'entrer – Accès réservé ». Le panneau est sans équivoque : le visiteur ne peut pénétrer à l'intérieur de la BA 133 sans montrer patte blanche. À fortiori s'il appartient à un organisme de défense étranger. Et pourtant, une quarantaine de militaires et de civils de la défense représentant une vingtaine de nations arpentent les installations de la base aérienne de Nancy-Ochey, en Lorraine. « *Il est assez rare que nous ouvrons les portes de nos installations à autant de délégations étrangères*, explique le colonel Paul Morillon, de l'Unité française de vérification. *Ces visiteurs mènent une inspection. Ils représentent leur pays, membre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).* » Créée dans les années 70, au plus fort de la guerre froide, l'OSCE (voir encadré ci-dessous) compte aujourd'hui 56 membres. La délégation en visite à la base aérienne s'est déplacée au titre du Document de Vienne. C'est l'un des trois outils de ce que l'on appelle la maîtrise des armements conventionnels en Europe (voir « 3 questions à », page suivante) hors armes biologiques, chimiques, nucléaires ou radiologiques.

Soudain, le ciel résonne du passage de deux Mirage 2000 quelques mètres au-dessus des délégués étrangers. Certains échangent des avis sur les performances de l'avion de ■■■

Prévenir, apaiser, renforcer

Basée à Vienne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe regroupe 56 États d'Europe, d'Asie centrale et d'Amérique du Nord. Elle assure la sécurité d'une région s'étendant de Vancouver à Vladivostok et habitée par plus d'un milliard d'individus. Elle a été créée au début des années 70 durant la guerre froide pour instaurer un dialogue entre l'Est et l'Ouest. Aujourd'hui, elle s'efforce de prévenir les conflits, d'apaiser les tensions post-conflits et de renforcer la stabilité des républiques de l'ancien bloc soviétique notamment. Pour en savoir plus sur l'OSCE : <http://fr.osce.org>

■ ■ ■ chasse. Ces visites sont en effet l'occasion de partager des informations sur les équipements et sur l'organisation et la structure des forces armées. « *Le Document de Vienne prévoit que les pays signataires organisent à tour de rôle des visites pour évaluer sur place les forces du pays hôte*, précise le délégué slovaque. *Tous les cinq ans, chaque pays membre doit présenter deux installations militaires, dont une base aérienne, ainsi que du matériel nouvellement entré en service. Aujourd'hui, c'est la visite de la BA 133, demain nous irons dans un camp militaire pour assister à la démonstration des derniers équipements d'artillerie et d'infanterie de votre armée de terre.* »

Devant les hangars, un petit groupe se trouve maintenant au pied des avions de chasse. Les plus curieux s'installent chacun à leur tour dans le cockpit exigu du Mirage 2000. Le délégué espagnol interroge un des pilotes : « *Sur quels genres d'opérations intervenez-vous ?* » « *Nous partons régulièrement en mission sur le théâtre afghan. Nos avions interviennent surtout pour des opérations de démonstration de force, mais aussi parfois pour des opérations d'appui des troupes au sol.* » D'autres délégués viennent se mêler à la discussion. Le dialogue s'installe.

« *Il s'agit de montrer à nos partenaires qu'on ne leur cache rien, que nous sommes ouverts à leurs questions, à leurs interrogations* », explique le colonel Morillon. Responsable de l'organisation de cette visite, il est le commandant en second de l'Unité française de vérification (UFV). « *L'UFV est un organisme interarmées. Nous agissons sous le commandement de l'état-major des armées, précise-t-il. Notre rôle est double : procéder aux vérifications sur le terrain lors des inspections à l'étranger et assurer le bon déroulement des visites en France. La dernière visite, en 2006, s'est déroulée dans le Sud-Est, à la base aérienne d'Orange et au camp militaire de Carpiagne. Cette année, nous sommes dans l'Est pour des raisons pratiques. Les terrains de manœuvre de Suippes, dans la Marne, sont parfaits pour effectuer nos démonstrations de tirs.* »

Un tout autre décor accueille en effet les délégués, pour le deuxième jour de leur visite, celui du 40^e Régiment d'artillerie de Suippes. L'asphalte noir et lisse des terrains d'aviation de la veille a laissé place à un terrain poussiéreux, plus rustique et accidenté. Une détonation sourde vient rompre le silence alentour : un Caesar (CAmion Équipé d'un Système d'ARtillerie), récemment mis en service dans l'armée de terre, vient de tirer un premier obus

de 155 mm. Bien qu'habitué à ce genre de démonstrations, certains observateurs étrangers, placés à quelques mètres de là, se sont laissés surprendre par la déflagration. Sur un terrain de manœuvre voisin, deux VBCI (véhicule blindé de combat et d'infanterie) entrent en scène. Après avoir dévalé une pente rocailleuse, les blindés se positionnent sur l'aire de tir et font parler la puissance de leur canon de 25 mm et de leur mitrailleuse.

« *Aujourd'hui, c'est la France qui*

est à l'initiative de la visite, commente le colonel Morillon, *tout a donc été planifié et programmé. Mais le Document de Vienne prévoit aussi des inspections et des évaluations plus inopinées sur court préavis (moins d'une semaine). La réciprocité est essentielle : le mois dernier, par exemple, nous nous sommes rendus pour une inspection au Tadjikistan. Le pays est encore jeune : il a pris son indépendance en 1991, après l'effondrement du bloc soviétique. Il est devenu membre de l'OSCE un an après, et nous avons pu constater qu'il respectait ses engagements.* »

■
Éléonore Krempff

Qu'est-ce que la maîtrise des armements conventionnels en Europe ?

C'est un système qui permet de maintenir un équilibre militaire et de développer des relations de confiance entre les pays de l'espace européen, de l'Atlantique à l'Oural. En créant un dialogue qui nourrit la confiance, il contribue à la sécurité en dissuadant d'employer la force.

3 questions à

Amiral Yves Joly, chef de la division maîtrise des armements, état-major des armées

Comment fonctionne ce système ?

Il est constitué de trois instruments complémentaires :

– le traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe (FCE), qui

organise la confiance en fixant des plafonds en matériels et en effectifs, et en organisant des inspections dans chaque pays pour s'assurer du respect de ces plafonds ;

– le Document de Vienne (DV99), qui met en pratique la confiance en instituant des visites mutuelles permettant d'évaluer qualitativement les forces du pays hôte ;

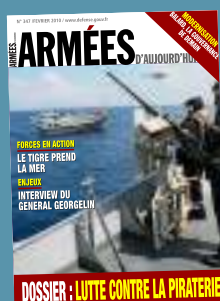
– enfin, le traité Ciel ouvert, qui a pour but d'entretenir la confiance en organisant, entre États membres, des prises de vue aériennes de n'importe quel point du territoire observé.

Quelles sont les limites de la maîtrise des armements ?

Elle ne peut pas empêcher les crises, mais elle permet de détecter les signes précurseurs et de tirer le signal d'alarme. Après un conflit, elle peut accompagner le retour à la normale. Dans les Balkans par exemple, les mesures de la maîtrise des armements, appliquées au niveau local, ont créé un équilibre militaire et un dialogue entre les anciens belligérants (accords de Dayton, signés à Paris en 1995). Conçus pour l'après-guerre froide, les instruments de la maîtrise des armements ont démontré leur efficacité. Ils doivent désormais s'adapter à leur temps.



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos **forces en action**, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, **Armées d'aujourd'hui** est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial* ☐ France ☐ Étranger/Dom-Tom/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à : ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

Le Normandie-Niemen sur la



Des uniformes français sur la place Rouge à Moscou le 9 mai dernier ! Pour la première fois depuis 1945, la Russie a convié des pays de l'Otan à commémorer le 65^e anniversaire de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie. Une parade exceptionnelle de plus de 10 000 militaires a défilé sur la célèbre place, dont des soldats britanniques, polonais et, pour la France, une délégation de l'armée de l'air représentant le régiment de chasse Normandie-Niemen, le « Neu-Neu ».

Les 80 aviateurs de la base aérienne 112 de Reims – qui s'est vu confier la garde du drapeau du Normandie-Niemen depuis la mise en sommeil de l'escadron en juillet 2009 – ont défilé derrière le lieutenant-colonel Fabien Kuzniak, dernier commandant du « Neu-Neu ». Un moment chargé en émotion



place Rouge

Créée en 1942, l'escadron de chasse qui a participé à la libération de l'URSS est encore aujourd'hui un symbole fort de la fraternité d'armes franco-russe.

Représenté par des aviateurs de la base de Reims, le mythique escadron a été invité par la Russie pour commémorer le 65^e anniversaire de la victoire des Alliés.

auquel était présent le lieutenant-colonel Pierre Lorillon, un ancien pilote du régiment qui a combattu au-dessus du Niemen.

« Nous avons pleinement conscience d'avoir vécu un moment unique... Je vois autour de moi de vieux amis. Malheureusement, il n'en reste plus beaucoup. Nous ne sommes plus que cinq pilotes français vivants, dont je suis le seul valide ! »

En 1942, un groupe de pilotes de chasse et mécaniciens français, l'escadron Normandie, est basé au Liban lorsqu'en novembre, le général De Gaulle leur demande de gagner le front de l'Est. Jusqu'à la fin de la guerre, ils accompagneront les Soviétiques dans la reconquête de leur pays, en combattant sur les fameux Yak, avions de chasse de l'URSS. En 1944, le comportement exemplaire de l'unité lors des combats pour franchir le fleuve Niemen lui vaudra de recevoir, sur

décision personnelle de Staline, le nom de Niemen, désormais accolé à celui de Normandie. Promus Héros de l'Union soviétique, ces aviateurs sont devenus l'un des plus forts symboles de la fraternité d'armes franco-russe.

En 2010, le mythe reste entier en Russie. Le Normandie-Niemen jouit d'une incroyable popularité, aussi bien auprès des vétérans soviétiques que des plus jeunes. Paul, un Moscovite de 15 ans, se réjouit d'avoir pu dialoguer avec les militaires français. *« Je suis très content de les avoir rencontrés, car je voulais savoir comment ils honoraient la mémoire de la guerre et de la victoire. »* Aujourd'hui, plus d'une centaine d'écoles portent le nom de ce régiment en Russie.

Samantha Lille avec le Sirpa Air

STÉPHANE FROIDURE

08/05 COMMÉMORATIONS DE LA VICTOIRE

Pour commémorer la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie et fêter la fin des combats en Europe, le président de la République, Nicolas Sarkozy, s'est incliné au pied de la statue du général De Gaulle à Paris. Accompagné du Premier ministre François Fillon, du ministre de la Défense Hervé Morin et du secrétaire d'État à

la Défense et aux Anciens Combattants, Hubert Falco, le chef de l'État s'est ensuite rendu à Colmar, en Alsace, pour rendre hommage à la 1^{re} armée du général de Lattre de Tassigny. À travers cet hommage, ce sont les nombreux Alsaciens-Mosellans ayant rejoint la Résistance en zone libre et en zone occupée qui ont été honorés.



15/05 HERVÉ MORIN EN VISITE AU LIBAN

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, a rencontré à Beyrouth son homologue libanais, Elias Murr. Les deux hommes se sont entretenus sur la sécurité de la région et sur la coopération militaire bilatérale. Celle-ci se traduit notamment par l'accueil au sein des écoles militaires en France de près

de 45 stagiaires libanais chaque année. Hervé Morin s'est ensuite rendu au quartier général du contingent français de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), où il a souligné la nécessité d'aider l'armée libanaise à « *prendre sa place dans une région par nature instable* ».

18/05 70^e ANNIVERSAIRE DE L'APPEL DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Le Comité d'orientation des commémorations du 70^e anniversaire de l'Appel du 18 juin 1940 a présenté, devant la presse, le programme de la saison culturelle qui accompagnera l'événement. Aux côtés d'Hubert Falco, secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens combattants et président du Comité, étaient présents François Jacob, chance-

lier de l'Ordre de la Libération, Yves Guéna, président de la Fondation de la France libre, et du président et du secrétaire général de la Fondation Charles-De-Gaulle, Pierre Mazeaud et Antoine Dupont-Fauville. En juin, de multiples manifestations, des ouvrages, des films et des émissions se succéderont. Plus d'infos sur www.appel18juin70eme.org



21/05 LA « JEANNE » BOUCLE SON DERNIER TOUR DU MONDE

Après quarante-six ans de service actif et plus de 3,5 millions de kilomètres parcourus, le porte-hélicoptères *Jeanne d'Arc*, bâtiment-école de la marine, termine sa carrière. Pour rendre hommage à cette grande dame, le ministre de la Défense, Hervé Morin, s'est rendu à son bord, au large des côtes normandes. Il a pu s'entretenir avec

l'équipage, constitué pour l'essentiel d'une centaine d'élèves officiers de l'École d'application des officiers de marine (EAOM). La *Jeanne* à la retraite, ce sont désormais au *Mistral* et au *Tonnerre* qu'incombera cette mission de formation. Les deux bâtiments de projection et de commandement (BPC) reprendront ainsi le flambeau de leur illustre aînée.

17/05 LE MINISTRE DE LA DÉFENSE AU SITE DE CADARACHE

Hervé Morin s'est rendu au centre du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) de Cadarache (Bouches-du-Rhône) pour visiter le site dédié à la propulsion nucléaire navale. Ces installations appartenant à la direction des applications militaires du CEA sont exploitées par le groupe Areva TA, le fabricant des réacteurs

nucléaires qui équipent les sous-marins français et le porte-avions *Charles-De-Gaulle*. Après s'être fait présenter l'atelier de fabrication de combustible nucléaire, le ministre a rencontré le personnel du CEA et d'Areva, à qui il a rappelé la place stratégique qu'occupe la propulsion nucléaire dans la dissuasion nationale.



12/05 NOMINATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE GESTION DE L'IGESA

Le général de corps d'armée Louis Dubourdieu a été nommé président du conseil de gestion de l'Institution de gestion sociale des armées (Igesa) par décret du président de la République. L'Igesa est un établissement public industriel et commercial à but non lucratif placé sous la tutelle du ministère de la

Défense. Cette institution exerce des activités à caractère social, médico-social ou culturel et gère les établissements sociaux et médico-sociaux et les centres de vacances du ministère. Tous les ressortissants du ministère de la Défense et leurs familles, ainsi que les retraités, peuvent en bénéficier.

07/05 COMMANDE DE LA DGA DE 187 PETITS VÉHICULES PROTÉGÉS (PVP)

La Direction générale de l'armement (DGA) a commandé à Panhard General Defense 187 petits véhicules protégés (PVP). Il s'agit de la dernière tranche d'un marché de 933 véhicules notifié le 7 septembre 2004. À ce jour, 506 unités ont déjà été livrées à l'armée de terre. Le reste des livraisons est prévu

pour la fin 2011. Le PVP est un véhicule 4x4 de cinq tonnes destiné à équiper les cellules de commandement et certaines unités spécifiques de l'infanterie parachutiste et alpine, de la circulation et du renseignement. Il est présent actuellement en opération en Géorgie, au Liban et en Afghanistan.



06/05 163^e COMITÉ MILITAIRE DES CHEFS D'ÉTAT-MAJOR DE L'OTAN

L'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des armées, a rencontré ses homologues de l'Otan dans le cadre de la 163^e réunion du Comité militaire des chefs d'état-major de l'Alliance atlantique. Les échanges ont porté sur les engagements opérationnels en Afghanistan, au Kosovo, dans le golfe d'Aden et dans l'océan Indien. La validation d'un projet de centre

d'excellence dédié à la neutralisation des explosifs et munitions, proposé par la Slovaquie, a par ailleurs souligné la priorité donnée à la préparation des forces. Les chefs militaires ont aussi examiné les enjeux de l'Otan, telles que la révision de son concept stratégique et l'évolution de ses ressources ainsi que de ses structures.



AFGHANISTAN

DOSSIER RÉALISÉ PAR STÉPHANE FROIDURE. PHOTOS : JEAN-FRANÇOIS D'ARCANGUES / ECPAD

ACCOMPAGNER LES



La montée en puissance des forces de sécurité afghanes est une des clés du retour de la paix dans le pays. Entamée il y a près de huit ans, la reconstruction de l'armée et de la police prend désormais forme. Pour

appréhender la réalité de cette longue entreprise, nous avons rencontré et interrogé sur le terrain les acteurs qui œuvrent à redonner à l'Afghanistan son autonomie en matière de sécurité et de défense.

FORCES DE SÉCURITÉ

Les forces afghanes doivent assurer la sécurité d'une population de 28 millions d'habitants, dont trois générations n'ont connu que la guerre.



Une mission de longue haleine

Près de 500 militaires et gendarmes français sont actuellement engagés, avec nos alliés, pour aider l'armée et la police afghanes à devenir autonomes afin de prendre un jour la suite des forces internationales. Aujourd'hui, déjà, les unités afghanes sont engagées sur le terrain, seules ou aux côtés des forces de la coalition, pour protéger leurs compatriotes, pour permettre au gouvernement afghan d'étendre sa souveraineté. Aujourd'hui, déjà, les unités afghanes, qui paient un lourd tribut aux attaques des insurgés (plus de 1 000 morts l'année dernière, 360 depuis

le début de cette année), permettent de faire la différence par leur nombre, par leur endurance et leur courage, par leur connaissance du terrain.

Quelque 121 000 militaires de 45 pays sont engagés en Afghanistan. Ils opèrent avec les 210 000 soldats et

policiers afghans que comptent les forces de sécurité afghanes, 110 000 pour les militaires et 100 000 pour les policiers. Les forces afghanes ne sont pas encore en mesure d'assurer seules la stabilité de leur pays, c'est une évidence qui alimente le doute d'observateurs critiques sur le réalisme des objectifs poursuivis. Pour autant, les progrès qu'elles ont réalisés sont considérables, en quantité, en qualité et en organisation. Une mise en perspective les révèle de manière manifeste.

En décembre 2001, la première conférence internationale post-talibans se tient à Bonn. Elle organise la transition politique en Afghanistan, avec la mise sur pied d'une autorité intérimaire. Elle forme le projet de rassembler les forces en armes, anciennes milices, moudjahidines, pour fonder l'Armée nationale afghane, l'Ana, et la police nationale afghane, l'ANP.

Ces forces doivent assurer la sécurité de 28 millions d'Afghans dont trois générations n'ont connu que la guerre et dont à peine un tiers sait lire et écrire ; elles sont soumises à des institutions politiques en friche ; elles ne béné-

Les progrès réalisés par les jeunes forces afghanes les rapprochent de l'autonomie. Ces succès doivent inciter la coalition à maintenir l'effort entrepris sur la formation.



ficient d'aucune infrastructure. Tout est à bâtir. Le tout nouveau ministère de la Défense s'appuie alors sur un état-major spécialisé de l'opération Enduring Freedom pour mettre sur pied un programme de formation des militaires afghans.

Commencent l'enrôlement et la formation initiale des premiers kandaks – bataillons afghans – par des militaires américains, anglais et français. En janvier 2003, l'Ana célèbre la qualification de son 5^e bataillon et compte 1 750 soldats.

Les forces de sécurité, qui n'existaient pas en 2002, comptent, moins de huit ans plus tard, plus de 200 000 hommes répartis au sein de structures solides :

- pour l'armée afghane : six corps d'armée, soit au total une vingtaine de brigades et une centaine de kandaks, des kandaks commandos, des états-majors spécialisés et un corps aérien de 3 000 hommes ;
- pour la police afghane : une police nationale, l'équivalent d'une gendarmerie, une police des frontières, des divisions de lutte contre les narcotrafics, les crimes, le terrorisme et des services de douane.

La montée en puissance des forces afghanes ne s'est pas déroulée sans accroc. Les désertions, les accusations de corruption, les rapports de défiance de la population ont émaillé cette marche forcée. En outre, la multiplication des besoins et des initiatives a généré un grand nombre d'acteurs – forces de la coalition et sociétés privées – et une superposition d'opérateurs, au détriment d'une cohérence globale.

En novembre 2009, l'Otan a donc repris la mission de formation et d'accompagnement des forces afghanes à son compte avec un seul et unique interlocuteur pour le ministère de la Défense afghan : la NTM-A, Nato Training Mission-Afghanistan. La NTM-A travaille en étroite collaboration avec les Afghans et traite systématiquement chacune des difficultés, chacune des faiblesses. Des programmes de fidélisation des soldats afghans portent leurs fruits : aujourd'hui, près de 70 % des sous-officiers et 50 % des soldats reconduisent leur contrat d'engagement. Le général Macdonald, de la NTM-A, interviewé dans ce dossier, évoque également la lutte contre la corruption et le défi du recrutement à bon niveau.

Grâce à ces efforts, la croissance des forces afghanes se poursuit au rythme annuel de 26 000 hommes, soit plus que le total des recrutements annuels du ministère ■■■

Les forces de sécurité, qui n'existaient pas en 2002, comptent, moins de huit ans plus tard, plus de 200 000 hommes répartis au sein de structures solides.



S.A. Mojahed

Historien, journaliste et secrétaire scientifique de l'Académie des sciences de Kaboul.

«Les liens qui nous unissent sont encore pour beaucoup régis par les lois tribales.»

Les traditions pèsent fortement sur la société afghane, et sans doute sur les forces de sécurité. Sont-elles conciliables avec les changements de mentalité indispensables pour mettre fin à la guerre ?

Les membres des forces de sécurité ne sont pas différents des autres Afghans. Ils respectent les traditions héritées de leurs parents. Il faut être lucide et reconnaître que la nation afghane n'est pas encore une réalité et que les liens qui nous unissent sont toujours pour beaucoup régis par les lois tribales.

On compte plusieurs dizaines de grandes tribus ou d'ethnies différentes à travers le territoire. Chacune a son chef. Un chef respecté, qui décide et dirige sa communauté. En cas de conflits entre tribus, une jirga (assemblée des chefs tribaux) est réunie. Les décisions qui en sortent sont reconnues et respectées de tous. Plus rares – une vingtaine en trois siècles –, les loya jirga sont convoquées pour les questions importantes à l'échelle du pays : celle de 2002 a avalisé l'élection du président Karzaï à la tête de l'autorité de transition dans l'attente des élections générales de 2004, et celle de 2003, la Constitution du pays. Cette autogouvernance non centralisée est un trait propre à l'histoire afghane, difficile à concilier avec une gouvernance institutionnelle.

La religion aussi, bien sûr, joue un rôle très important dans les relations sociales. Si vous dites à un paysan : « *Tu es libre. C'est la volonté de Dieu, tu peux travailler et vivre où tu veux* », il accepte cette bénédiction. En revanche, si on lui dit : « *Tu es libre, au nom de la démocratie* », il réagit violemment. Le mot même de démocratie n'ayant pas de caractère sanctifié, le paysan va rejeter le mot et le concept qui l'accompagne. C'est ainsi. Pour gagner l'adhésion du

■■■ Suite page 39



L'autonomie des forces de sécurité se bâtit sur les bancs des écoles de formation avec les instructeurs, et sur le terrain avec les mentors.

■ ■ ■ français de la Défense. Les effectifs cibles affichés lors de la conférence de Londres, en janvier dernier, sont de 305 600 (171 600 pour l'Ana, 134 000 pour la police) pour octobre 2011. Ils sont très ambitieux car il s'agit, en

l'espace d'à peine dix ans, de mettre sur pied une armée nationale dont les effectifs dépassent ceux de l'armée de terre française, avec une pyramide de grades et de compétences qui va du grenadier voltigeur au général d'armée.

Ces objectifs répondent à l'évaluation des besoins sécuritaires du pays. Pour les satisfaire, le gouvernement afghan et la NTM-A doivent, encore aujourd'hui, relever un triple défi :

- faire face aux menaces actuelles, avec des unités confrontées d'entrée de jeu à des combats difficiles, en coopération avec les unités de la coalition, insérées dans une structure de commandement adéquate. Au cours des toutes dernières années, les groupes de combat ont appris à travailler en sections, puis les sections en compagnies ; en Kapisa, les kandaks opèrent dans des manœuvres de brigades interarmes. Ces progrès majeurs sont concrets et évidents à l'échelle de deux ou trois ans. Les capacités de planification de l'Ana se sont sensiblement améliorées, notamment dans des structures de commandement spécialisées comme celui de Kaboul. Les structures de commandement de l'Ana évoluent, la prochaine réorganisation des brigades répondra aux besoins opérationnels en tirant avantage des effectifs croissants ;

- réussir la manœuvre RH de recrutement, de formation, de spécialisation et de fidélisation. Les écoles de formation constituent l'élément le plus notable des réussites afghanes en ce domaine. Les militaires français y pratiquent de manière croissante la formation des instructeurs dans des écoles de formation initiale, de spécialisation, dans des centres nationaux ou régionaux.

- bâtir un modèle de forces armées et de police qui réponde aux besoins futurs du pays, disposant de l'ensemble des

capacités nécessaires pour opérer, tant dans le domaine de l'infanterie, de l'artillerie et de la logistique pour les forces armées, que dans le domaine des douanes, du maintien de l'ordre, ou de la lutte contre les narcotrafics pour la police – alors que les besoins immédiats de sécurité peuvent différer de ces nécessités, parfois moins immédiates. L'autonomie des forces de sécurité afghanes se bâtit sur les bancs des écoles de formation avec les instructeurs, et sur le terrain avec les mentors. C'est le rôle des OMLT (Operational Mentoring and Liaison Team) ou ETT (pour les militaires américains), des équipes de militaires insérées dans les unités afghanes pour les conseiller dans les domaines de l'instruction, l'entraînement, la planification et la conduite des opérations. Ces OMLT vivent en permanence avec leurs homologues afghans et les accompagnent dans toutes leurs missions. Ils conseillent les chefs militaires, du chef de section au général de corps d'armée.

Les mentors évaluent les unités avec lesquelles ils travaillent. Le certificat CM1 (Capability Milestone 1) sanctionne les unités pleinement autonomes, capables de planifier et de conduire des opérations par elles-mêmes avec la contribution éventuelle de capacités spécifiques déte-

L'Armée nationale afghane est aujourd'hui en mesure de participer à 90 % des opérations des forces de la coalition.

nues par l'Alliance (appui aérien, évacuation médicale). De façon identique, l'amélioration des compétences de l'ANP a requis le déploiement de POMLT (Police Operational Mentor and Liaison Team).

Ces mentors sont la pierre angulaire de la montée en puissance des forces afghanes. Sortis de la formation initiale consacrée aux savoir-faire de base et intégrés dans les unités opérationnelles, les Afghans doivent encore apprendre à maîtriser la tactique, la conception et la conduite d'opérations interarmes. C'est-à-dire suivre l'instruction sur leurs matériels et, quasiment dans le même temps, les mettre en œuvre lors d'opérations qui nécessitent des appuis feux, du soutien, la combinaison des effets.

Ce travail prend du temps. Aujourd'hui, environ un tiers des unités afghanes sont autonomes et l'armée afghane est en



mesure de participer à 90 % des opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Fias). C'est trop peu pour que les forces afghanes assurent maintenant seules la sécurité de leur pays, mais c'est suffisant pour envisager progressivement le transfert de certaines zones aux Afghans, comme la France l'a fait en 2008 avec la province de Kaboul, où les forces de sécurité afghanes sont aujourd'hui en première ligne pour assurer la sécurité de plus de deux millions de leurs concitoyens avec les forces de l'Otan en second rideau. Une première étape encourageante qui établit les bases des transferts à venir. C'est considérable, compte tenu de l'absence totale d'infrastructure militaire lorsque les forces de sécurité afghanes ont vu le jour en 2002.

L'effort de la communauté internationale doit donc se poursuivre. Pour équiper l'Ana, plus de 7 milliards de dollars ont été engagés au cours des dernières années et il faudra encore plusieurs milliards de dollars par an pour entretenir une armée forte de 171 000 hommes.

L'investissement est humain. Pour accompagner la montée en puissance des forces de sécurité afghanes, des POMLT et OMLT supplémentaires sont mis en place. La France participe pleinement à cet effort. Elle déploiera, dans les mois à venir, une OMLT supplémentaire, des formateurs à Kaboul, notamment pour armer la future école des blindés, des formateurs de la police afghane. Enfin, et c'est une nouveauté, la France travaille à la mise en place d'une formation des militaires afghans aux Émirats arabes unis.

La montée en puissance des forces afghanes a commencé il y a bientôt huit ans et pourtant, elles ne sont encore qu'à l'aube de leur histoire, et les mois qui viennent seront violents et déterminants. S'il y a un motif de confiance dans les capacités croissantes de l'armée afghane, on le trouve dans le témoignage de ses mentors qui, sans ignorer les imperfections de leurs kandaks, ont mesuré les progrès exceptionnels des unités et les qualités guerrières uniques de leurs soldats. ■

État-major des armées



Dans la province de Kaboul, les forces afghanes sont aujourd'hui en première ligne pour assurer la sécurité de plus de deux millions de leurs concitoyens.

■ ■ ■ *Suite de la page 37*

peuple, il faut lui faire comprendre que l'on respecte sa religion, son mode de vie séculaire, sa culture. C'est un postulat incontournable sur lequel doit reposer toute idée de changement de la société. Et quand les gens simples auront confiance dans leur gouvernement et dans les forces internationales, ce sera gagné car ils n'auront plus le sentiment d'être dépossédés d'un territoire et de traditions auxquels ils sont viscéralement attachés. Un exemple de cette confiance dans l'autorité : Sous le règne du roi Nadir Chah, puis de son fils Zaher Chah (entre 1933 et 1975), il n'y avait pas d'armée pour garder les frontières, les tribus s'en chargeaient.

Vous enseignez la politique générale, les relations internationales et la sociologie à la future élite des forces de sécurité depuis cinq ans. Quel regard portez-vous sur leur évolution ?

C'est en effet la 5^e promotion à laquelle je participe, avec d'autres professeurs de l'Académie des sciences de Kaboul, au titre d'un partenariat avec notre ministère de la Défense. Notre coopération donne de bons résultats. Imaginez : un officier qui n'avait pas le droit, il y a encore peu, de lire des journaux est aujourd'hui encouragé à analyser la presse et à s'ouvrir sur le monde autour de lui ! Nous développons l'ouverture d'esprit et la curiosité intellectuelle chez ces futurs décideurs pour que, par la culture et la connaissance, ils acquièrent les notions d'identité nationale et de fidélité aux institutions de leur pays. Nous devons faire naître en eux une culture du service de l'État et des citoyens, quand certains se considèrent encore comme des chefs de la zone où ils sont déployés. Ce travail paie. Promotion après promotion, nous voyons les mentalités changer positivement. Militaires et policiers doivent apprendre à nouer des relations avec le peuple et peu à peu la population verra que les forces de sécurité sont là en leur nom et pour eux, qu'elles ne sont plus une menace gangrénée par la corruption.

Comment voyez-vous l'avenir ?

Nous avons un proverbe qui dit : « *Tu ne pourras jamais obliger un Afghane à te suivre par la force, quand bien même ce serait au paradis. Mais, par amitié, il te suivrait jusqu'en enfer.* » Si, dans leurs solutions pour mettre fin à la guerre, les décideurs nationaux et internationaux tiennent compte des spécificités de la société afghane, il n'y aura plus un coup de feu tiré en Afghanistan. Mais le chemin est encore long. ■

Général
Anne F.
Macdonald.
« Nous
voulons faire
en sorte que
l'armée
et la police
afghanes
acquièrent
des aptitudes
et des
capacités
durables. »



Général de brigade Anne F. Macdonald, adjoint au commandant

« Résoudre un problème à 70 % avec une solution temporaire »

Vous êtes l'un des adjoints du lieutenant-général William B. Caldwell, commandant de la Nato Training Mission-Afghanistan (NTM-A), en charge du développement des forces de sécurité afghanes. En quoi consiste cette mission et quelles sont ses réalisations ?

La Nato Training Mission-Afghanistan est la mission de formation de l'Otan en Afghanistan. Elle a été créée le 21 novembre 2009 pour poursuivre et développer la montée en puissance et la formation des forces de sécurité afghanes entreprises jusqu'alors dans le cadre de l'opération Enduring Freedom. Nos efforts portent sur l'armée de terre, la police, mais aussi sur le service de santé, le soutien et la logistique ainsi que sur les fondements d'une armée de l'air (l'Afghan National Army Air Corps). Tout cela n'est possible que grâce à un partenariat très étroit avec le ministère de la Défense afghan, ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales et les organisations internationales. La NTM-A s'appuie sur les meilleurs professionnels de la défense et de la police de vingt pays, avec le soutien financier de vingt-six autres, pour un budget que le général Caldwell a évalué à près de 1 milliard de dollars par mois.

Quelles sont les priorités pour la NTM-A et quelle est sa feuille de route ?

Nous voulons faire en sorte que l'armée et la police acquièrent des aptitudes et des capacités durables. L'un des moyens d'y parvenir – outre la formation de base que nous délivrons – est de favoriser l'émergence de leaders. Nous avons conscience que si nous ne dispensons pas de formation à toute la chaîne du commandement, nous passons à côté du processus de développement. Autant pour l'armée que pour la police, nous devons assurer la formation de chefs chargés de l'encadrement pour être sûrs que chacun, qu'il soit commandant de compagnie, officier d'encadrement, chef de bataillon ou commandant de brigade, ait conscience de ses responsabilités. Chacun doit comprendre qu'il a un rôle de référent et qu'il est garant de la discipline. Le compor-



Commandant de la Nato Training Mission-Afghanistan (NTM-A)

« Une solution afghane vaut mieux que le résoudre à 100 % avec une solution occidentale. »

tement de ces cadres, parce qu'ils font ce qui doit être fait, contribuera à éliminer la corruption. Ils doivent s'assurer que leurs hommes reçoivent leur paye, sont correctement nourris, disposent d'un uniforme et de leur équipement, bénéficient d'un bon hébergement, ont la possibilité de joindre leur famille et, surtout, qu'ils sont formés, compétents et capables d'assurer leur mission.

Un autre axe sur lequel la NTM-A doit engager des efforts très importants est évidemment le recrutement. Aujourd'hui, l'armée afghane compte environ 110 000 hommes, et la police 100 000. Nous souhaitons porter ces effectifs à 134 000 pour l'armée et 109 000 pour la police avant l'hiver prochain. Les autorités afghanes sont très actives et s'adressent de plus en plus aux chefs de village pour recruter des hommes – et des femmes, dans certains cas – qualifiés. Mais nos objectifs quantitatifs ne se réalisent pas au détriment du qualitatif. Les recrues de l'armée reçoivent une formation de base, puis une formation au travail en équipe. Après validation, ils sont incorporés dans un bataillon, où ils complètent leurs compétences avant d'être envoyés en opérations. Nous procédons de même pour les forces de police. Le point essentiel de ce processus, c'est la sélection rigoureuse des recrues. Ceux qui désirent rejoindre les forces de sécurité sont enregistrés biométriquement : non seulement on prend leurs empreintes, mais on scanne leur rétine et on utilise la technologie de reconnaissance faciale. Ainsi, nous savons si les recrues ont un casier judiciaire, et nous pouvons dire s'il s'agit de personnes de confiance désireuses de servir leur pays.

« Nous devons insister sur la formation de chefs chargés de l'encadrement. »

Lorsque qu'il évoque la philosophie qui anime la NTM-A, le général Caldwell fait souvent référence aux 3 T.

De quoi s'agit-il ?

Les 3 T sont un moyen de se rappeler les points essentiels. Le premier T est celui de la transparence. Le général Caldwell tient à ce que tout le monde sache tout ce que nous savons. Nos chiffres montrent combien d'élèves ont bénéficié de la formation et ce que nous avons réalisé. Un autre T signifie transition. Il désigne l'étape qui suit la formation et qui doit conduire à l'autonomie des forces de sécurité afghanes. Celle-ci constitue notre ambition première, et celle de nos partenaires afghans. Le dernier T signifie *team*. Faire équipe, collaborer, est extrêmement important, pas seulement avec nos partenaires, mais aussi avec les Afghans.

Un livre intitulé *Trois tasses de thé* raconte l'histoire de l'alpiniste Greg Mortenson qui, en 1993, se perd lors de la descente du K2 (sommet de la chaîne himalayenne). Recueilli au seuil de la mort, il est sauvé par les habitants d'un village isolé entre le Pakistan et l'Afghanistan. Il leur promet alors de revenir et de construire une école. Ayant récolté des fonds aux États-Unis, il retourne au village avec le matériel. Greg Mortenson donne des ordres à tout le monde : « *Fais-ci, fais-ça !* » Le doyen du village lui dit alors :

– Greg, il faut qu'on parle.

– Que se passe-t-il ?

– Vois-tu ces montagnes qui nous entourent ?

– Oui.

– Eh bien, elles sont là depuis fort longtemps et parfois tu dois les écouter. Nous aussi sommes là depuis longtemps et, bien que nous ne soyons pas éduqués, nous ne sommes pas stupides, et parfois tu dois nous écouter.

L'enseignement que nous en tirons, c'est que résoudre un problème à 70 % ou 75 % avec une solution afghane vaut mieux que le résoudre à 100 % avec une solution occidentale. Nous ne devons pas élaborer des réponses en fonction de ce que nous pensons que les Afghans veulent sans les impliquer dans le processus décisionnel. ■■■

« L'un des points essentiels du processus, c'est la sélection rigoureuse des recrues. »

« Nos efforts portent sur l'armée de terre, la police, mais aussi sur le service de santé, le soutien et la logistique... »



■ ■ ■ Or, il arrive que nous mettions en œuvre ce que nous pensons être une excellente solution, et que nous nous demandions alors seulement « *Mais que veulent les Afghans ?* » Il est important que nous collaborions avec les Afghans comme nous le faisons avec nos alliés et que nous soyons persuadés que nous pouvons faire un meilleur travail ensemble. Songez que nous, militaires, sommes en train d'assurer la formation de la police ! Pour nous aider à prendre les bonnes décisions, nous devons nous assurer la collaboration de professionnels de la police, comme ceux de la Force de gendarmerie européenne, qui puissent nous dire : « *La police, c'est ça.* » Eh bien, nous devons agir de même avec les Afghans.

Les observateurs qui suivent la montée en puissance des forces de sécurité afghanes relèvent que la corruption, les désertions, les facteurs ethniques constituent des obstacles majeurs à leur développement. Comment réagit la NTM-A ?

Vous avez parfaitement décrit la situation. La corruption est bel et bien un problème, auquel s'ajoute celui de l'illettrisme. Seuls 14 % des membres des forces de sécurité afghanes savent lire et écrire, en majorité des officiers. La proportion de ceux qui savent lire et écrire est nettement inférieure parmi les sous-officiers, infime chez les hommes du rang. Nous nous rendons bien compte de l'importance – ne serait-ce que pour qu'ils aient confiance en eux – de pouvoir lire une note ou un panneau le long d'une route pour être en mesure d'appliquer un ordre d'opération. C'est pourquoi nous avons mis en place des cours d'alphabétisation pour les soldats et la police. Ces



©OW: POKIT



classes sont très populaires. Alors qu'elles sont facultatives, les gens se pressent pour y assister, conscients que la clé du succès réside dans l'accès à l'éducation. Arborer un stylo à leur poche leur confère le statut symbolique de ceux qui savent lire et écrire. Même s'ils décident de quitter l'armée ou la police, cet atout précieux leur restera pour la vie.

Pour ce qui est de la corruption, les choses ne changeront pas du jour au lendemain. Nous avons mis en place des systèmes qui peuvent en réduire l'espace. Par exemple, nous avons installé un système de transfert de fonds électronique. Nous n'avons plus d'espèces sur le théâtre, nous transmettons directement les sommes sur les comptes. Nous nous heurtons toutefois à l'absence d'agences bancaires dans certaines provinces. Mais pour au moins les trois quarts d'entre elles, cette possibilité de transfert de fonds par voie électronique existe. Cela représente la possibilité pour chacun de recevoir exactement ce qui lui est dû, sans passer par quelqu'un qui se sert au passage. De même, nous mettons sur pied des systèmes logistiques qui réduisent les risques d'abus, qui empêchent d'intercepter les biens ou d'en faire un autre usage que celui prévu, parce que nous les contrôlons mieux. Ici aussi, nous réduisons le risque de

« Nous avons mis en place des systèmes qui réduisent l'espace de la corruption. »

corruption. En outre, nous dispensons des cours d'éthique, où nous enseignons les pratiques à observer.

La NTM-A essaie d'encourager la présence de femmes au sein des forces de sécurité. L'Afghanistan est-il prêt à de telles évolutions ?

Ce point est intéressant. Rappelons cette évidence : la moitié de la population est constituée de femmes, et ce sujet est sensible... Dans une culture qui interdit aux hommes de toucher une femme, les forces de sécurité doivent avoir du personnel féminin, en particulier dans la police. En cas de harcèlement sexuel ou de viol, une femme ne s'adressera pas à un homme, elle ne pourra en parler qu'à une autre femme. Il faut donc qu'il y ait des femmes dans les postes de police. De même aux postes frontières, pour pouvoir mener des inspections ou pour s'adresser à des femmes. Et je dois dire que les Afghans nous suivent dans cette voie : la formation d'officiers de police féminins est déjà une réalité, et une école dédiée à la formation d'officiers de l'armée féminins devrait voir le jour d'ici l'automne prochain.

Lorsque vous quitterez l'Afghanistan, si vous deviez ne retenir qu'une image de votre mission ici, quelle serait-elle ?

Je pense que je me rappellerai à quel point les Afghans sont généreux, hospitaliers, authentiquement attentionnés. C'est incroyable de les voir partager avec vous leur toute dernière tasse de thé, leur tout dernier morceau de pain, même quand ils sont très démunis, parce que c'est leur coutume. Ce sont des gens d'une grande bonté. Que veulent-ils ? Un pays en paix où leurs fils et leurs filles puissent aller à l'école, où ils puissent mener une vie de famille telle que nous pouvons la mener en France, au Canada, en Angleterre, en Espagne, en Italie, aux États-Unis... Rien, en fin de compte, de si différent de ce que nous voulons, vous et moi. ■

Pour en savoir plus sur la NTM-A : <http://ntm-a.com>



« Nous souhaitons porter les effectifs de l'armée afghane de 110 000 à 134 000 hommes, et la police de 100 000 à 109 000 hommes avant l'hiver prochain. »

Épidote, mentors français pour instruc

Chaque année, les instructeurs afghans doivent former 4 000 officiers. Partie française de la mission de l'Otan, Épidote, les aide à relever le défi.

D'ici à l'hiver prochain, les rangs de l'Armée nationale afghane (Ana) doivent grossir d'un tiers environ, pour atteindre 134 000 hommes. C'est le point d'étape fixé pour qu'à terme l'Afghanistan dispose de forces capables d'assurer sa propre sécurité. La Nato Training Mission-Afghanistan (NTM-A), sous commandement américain, qui

opère en partenariat avec le ministère de la Défense afghan, fait tourner les écoles de formation à plein régime. Environ 4 000 militaires d'une vingtaine de pays de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Fias) y participent. Épidote, partie française de la mission, compte une soixantaine de

spécialistes de l'instruction. « *Nous apportons notre expertise dans la formation initiale des jeunes officiers et celle des élites, en haut de la chaîne de commandement* », explique le colonel Bruno Fremin du Sartel, commandant d'Épidote. Compte tenu des objectifs à atteindre, à terme, les officiers instructeurs afghans doivent former 4 000 officiers par an. « *Notre détachement les aide à relever ce défi, poursuit le colonel. Dans la phase précédente, nous instruisions nous-mêmes. Aujourd'hui, nous sommes dans une posture de mentoring (appui et conseil). Lorsque les Afghans seront prêts, nous passerons à l'étape du monitoring (observation).* »

Le Kaboul Military Training Center (KMTC), en périphérie Est de la ville, est le plus important centre de formation d'Afghanistan. Il accueille près de 14 000 élèves (soldats, sous-officiers et officiers). Dans l'effervescence du camp, une colonne d'une centaine de jeunes civils marche vers l'entrepôt où ils vont percevoir leur premier paquetage. « *Ils vont intégrer l'une des compagnies de formation initiale des officiers, précise le lieutenant-colonel J-C D., "senior mentor" de l'Officer Training Brigade (OTB) du KMTC. Ils ont moins de 24 ans et doivent pouvoir justifier d'un niveau*



d'études équivalent au bac pour faire acte de candidature. Après un test de vérification de leurs connaissances et de leur aptitude physique, ils seront formés durant vingt semaines par des cadres afghans. » Ces volontaires viennent de tout l'Afghanistan, avec des motivations diverses. « *Je travaillais comme civil pour la Fias, confie Qaïs, 23 ans. Mon père, militaire, a été tué dans les années 90. Je veux devenir un jour chef de kandak (bataillon), et aller me battre contre les talibans dans le Helmand.* » Nazari, 22 ans, a été

teurs afghans



convaincu de s'engager par un ami qui a suivi les cours l'an dernier : « Je suis heureux de servir mon pays. Et le salaire est intéressant : je toucherai 50 dollars par mois pendant mes cours, et plus de 200 après. » [Le salaire mensuel moyen afghan est de 60 dollars – NDLR].

Le lieutenant-colonel J-C D. a sous ses ordres une cinquantaine de formateurs français, britanniques et américains pour « mentorer » les cadres afghans de l'OTB. Il n'est pas question pour eux de se substituer à leurs « mentees ».

« Nous ne prenons la main qu'en cas de nécessité absolue. Lorsque par exemple des instructeurs sont indisponibles et qu'il faut tenir le calendrier, insiste le lieutenant-colonel. Nous intervenons surtout sur l'organisation : comment établir un programme de cours, un emploi du temps, réserver les champs de tir, se coordonner avec les autres composantes du KMTC... Des tâches administratives peu "visibles", mais essentielles au bon fonctionnement d'un centre de formation. Surtout si l'on veut pérenniser les outils ■■■

Après avoir formé les premiers bataillons afghans en 2002, puis les officiers l'année suivante, les militaires français jouent le rôle de mentors.



■■■ d'instruction. » Avec ses cadres, le lieutenant-colonel J-C D. a travaillé d'arrache-pied ces derniers mois à l'élaboration d'un manuel d'instruction du jeune officier. « Ce document n'est ni français, ni anglais, ni américain. Il est afghan. Rédigé en dari, en pashto et en anglais, il a été réalisé avec le commandement de la formation afghane. » Ces 200 pages serviront de support d'instruction et de document de référence pour les officiers en début de carrière. Plus expérimentés, certains élèves bénéficient d'un traitement spécial. « Une compagnie d'instruction est réservée aux anciens moudjahidines, confie le capitaine J-F D. Ils ont en moyenne 42 ans et peuvent faire valoir un passé militaire, parfois dans des camps opposés. En 8 semaines, ils peuvent retrouver leur ancien grade et un statut d'officier. » Créé à l'initiative du gouvernement afghan dans un esprit d'ouverture, ce cours permet d'intégrer des moudjahidines de tous bords. « Certains ont combattu avec les Russes, d'autres contre, certains avec les talibans, d'autres contre, commente le capitaine J-F D. En entrant ici, ils font allégeance à l'État afghan. »

Autre grand axe d'Épidote, la formation des élites militaires afghanes s'effectue dans une école plus proche du centre

de Kaboul : le Command and Staff College (CSC). « Ici sont formés les futurs commandants de niveau bataillon, brigade et corps d'armée, précise le général Taj Mohamed, commandant le CSC. L'armée afghane a de gros besoins en officiers supérieurs hautement qualifiés. Notre armée évolue vite, et nous devons intégrer de grands changements sans pour autant nous détourner de la priorité des priorités : rétablir la paix et en finir avec l'insurrection qui mine notre pays. » Les officiers français ont plus particulièrement en charge le mentoring du Strategic Command and Staff Course (SCSC) et de l'Operational Command and Staff Course, équivalents de l'Institut des hautes études de défense nationale et du CID français. « Le niveau des stagiaires progresse, commente le lieutenant-colonel B., l'un des mentors du SCSC, et l'implication que nous constatons chez nos "mentees" est très encourageante pour nous. »

« Mon senior mentor, le colonel Frémin du Sartel, et les officiers français, canadiens et allemands sous ses ordres sont de grande qualité, se réjouit le général Taj Mohamed. Leur aide apporte une plus-value certaine à notre collègue. C'est d'ailleurs grâce à l'appui du colonel que nous avons récemment signé une convention avec le Collège interarmées de défense (CID), de l'École militaire à Paris. Ces nouveaux échanges accroîtront le niveau du CSC et sa crédibilité. » Lancée en 2002, la participation française à la formation des militaires afghans a évolué au gré des progrès et des besoins de l'Ana. Ainsi, en 2002, les militaires français ont formé les premiers kandaks (bataillons) afghans, de la troupe aux chefs de bataillon, avant de se concentrer sur la formation des officiers à partir de 2003. Dans les prochains mois, d'autres cadres viendront en renfort pour la création d'une école d'arme consacrée aux blindés : l'Armored School, souhaitée par les autorités afghanes. « La France, associée à la Roumanie – spécialiste des chars T55 et T62 soviétiques que possèdent les Afghans –, s'est proposée pour soutenir cette initiative », confie le colonel Frémin du Sartel. Cette école s'ajoutera aux treize autres, actives ou en voie de l'être comme celles du génie, des transmissions, de la logistique, de l'artillerie ou de l'infanterie. ■

Général Ghulam Haidar, chef d'état-major du 201^e corps de l'Armée nationale afghane

«Notre armée est jeune et a encore largement besoin de l'aide de la Fias, sans laquelle elle ne pourrait pas progresser sur le chemin de l'autonomie.»

Où en est l'armée de terre afghane aujourd'hui ?

L'Armée nationale afghane (Ana) devient peu à peu une force crédible, capable de conduire des opérations de contre-insurrection. Elle compte près de 110 000 hommes répartis en six corps d'armée et ses effectifs, en progression rapide, devraient atteindre plus de 130 000 hommes avant 2011. Cette armée progresse sur tous les plans. Semaine après semaine, mois après mois, les choses s'améliorent. Les équipements en particulier. Mais ces changements doivent être « digérés » par tous. Nos hommes, qui sont de très bons soldats, doivent s'approprier un environnement militaire nouveau, où la technologie joue un rôle important, qu'il s'agisse des matériels, des transmissions ou des armements. Nous devons aussi nous familiariser avec des structures de commandement et des méthodes tactiques plus conformes à une armée moderne. Il est donc très important de poursuivre avec nos partenaires le développement des compétences à tous les niveaux de l'armée. C'est à cette condition que nous pourrions restaurer une sécurité et une paix dans laquelle la population pourra croire durablement.

Quelles relations le 201^e corps entretient-il avec la Fias, et avec les mentors français ?

Pour ce qui concerne mon expérience, je peux dire que nous travaillons main dans la

main avec nos amis de la coalition. Les relations du 201^e corps avec la Fias sont profitables pour les deux parties. Notre parfaite connaissance du terrain et de la population est un atout pour la Fias. En revanche, notre armée est jeune et a encore largement besoin de son aide, sans laquelle elle ne pourrait progresser sur le chemin de l'auto-



nomie. Les résultats sont encourageants. À ce propos, je voudrais évoquer l'opération qui a permis de construire le COP 51 (poste de combat avancé) en vallée de Tagab, que nous avons menée courant mars dans la province de Kapisa, en partenariat avec la Task Force française La Fayette. Elle a été réalisée à l'initiative de la 3^e brigade du 201^e corps grâce à l'appui des soldats français, qui étaient placés pour la première fois sous les

ordres d'un PC tactique afghan co-localisé avec un PC français. Nous avons partagé nos renseignements en direct et coordonné nos actions et nos frappes en parfaite transparence, pour le bien commun et le succès de l'opération. Ce poste de combat avancé, occupé aujourd'hui par l'Ana, complète les COP 42 et 46 construits à l'initiative des Français et réduit considérablement la marge de manœuvre des insurgés dans cette vallée stratégique pour la sécurité de Kaboul. Cette opération illustre nos excellentes relations avec nos partenaires français. Il y a entre nos deux armées beaucoup de respect grâce notamment au travail des mentors français, en qui nous avons toute confiance.

Comment l'Ana est-elle perçue par la population ?

D'une façon générale, la population afghane a une bonne image de son armée. C'est un atout pour elle, surtout si l'on considère que ce n'est pas encore le cas pour d'autres institutions. La population se rend compte que l'Ana œuvre pour sa sécurité et qu'elle peut aussi se porter à son secours, comme en février dernier, après la terrible avalanche qui a fait des dizaines de victimes dans le Nord du pays. De plus, en tant que seule manifestation visible de l'État en maints endroits du pays, l'Ana est sollicitée pour régler des situations conflictuelles, par exemple pour

■■■ Suite page 51

Composition des armées de terre et de l'air afghanes

L'Armée de terre afghane compte près de 110 000 hommes répartis entre les 201^e, 203^e, 205^e, 207^e, 209^e et 215^e corps d'armée, basés à Kaboul, Gardez, Herat, Kandahar, Mazar-e-Sharif et Lashkar-Gah. Chacun dispose de deux ou trois brigades armées au moins par 3 bataillons d'infanterie, 1 bataillon d'appui et 1 bataillon logistique. Hormis le 215^e, le plus récent, tous les corps d'armée possèdent un bataillon de commandos.

À son apogée, dans les années 80, l'armée de l'air afghane possédait environ 250 appareils de combat et près de 150 hélicoptères servis par 7 000 aviateurs. En fort déclin après le départ des soviétiques en 1989, elle a été réduite quasiment à néant à l'automne 2001, après les frappes de la coalition.

Depuis 2008, sous l'impulsion des Américains et de la coalition, une nouvelle armée

de l'air a été créée. Baptisée Corps aérien de l'Armée nationale afghane (ANAAC), elle est composée actuellement d'un QG et du 201^e Kabul Air Wing, tous deux basés sur l'aéroport international de Kaboul. L'ANAAC compte près de 3 000 aviateurs servant une flotte d'une trentaine d'hélicoptères (MI 17 et MI 35) ainsi que d'une douzaine d'avions de transport (AN-32n, AN-26, C-27 et L-39).

Guider l'Armée nationale afghane vers

Au camp de Pol-e-Charki, les mentors français conseillent cinq bataillons dans le combat contre-insurrectionnel. En mettant l'accent sur la logistique et l'artillerie.

« **I**l est préférable de les laisser faire eux-mêmes de façon imparfaite ce que vous feriez vous-mêmes parfaitement. Parce qu'il s'agit de leur pays, de leur culture, et que notre temps est compté. » Cette citation du légendaire Lawrence d'Arabie est épinglée en bonne place dans le poste de commandement des Operational Mentoring and Liaison Team (OMLT) françaises. À elle seule, elle résume l'esprit de leur mission : aider l'armée nationale afghane (Ana) à s'aider elle-même. C'est au camp de Pol-e-Charki, ex-base soviétique à quelques kilomètres à l'est de Kaboul, que siègent les états-majors du 201^e corps de l'Ana et de sa 3^e Brigade, à laquelle sont attachées cinq OMLT françaises plus un échelon de commandement. Soit environ 220 militaires de l'armée de terre issus de près de soixante formations métropolitaines. (Une sixième OMLT est engagée depuis août 2008 auprès de la 4^e Brigade du 205^e corps, en Oruzgan, dans le Sud de l'Afghanistan, aux côtés des militaires néerlandais.) « L'Ana est avant tout engagée dans un combat contre-insurrectionnel. Notre mission de mentoring ne s'arrête pas pour autant aux opérations d'infanterie. Nous insistons aussi sur le développement de ses appuis et de sa logistique, actuellement presque exclusivement pris en charge par les forces de la coalition », explique le colonel Bruder, commandant des OMLT.

Comme chaque matin, au PC de la 3^e brigade, le général Zamraï réunit son état-major pour un point de situation. Autour de la grande table, ses principaux adjoints et les commandants des cinq bataillons (kandaks) font leur rapport. Le lieutenant-colonel Samshudin commande le kandak 35, le bataillon logistique. En retrait, les mentors français assistent au briefing, traduit simultanément en anglais par un jeune interprète afghan.

Le lieutenant-colonel C.M. est le senior mentor du kandak 35. Depuis près de six mois, avec une trentaine de cadres, il conseille ce bataillon considéré par la Fias et l'Ana comme le meilleur kandak logistique

d'Afghanistan. « C'est un encouragement, mais je sais que nous avons encore beaucoup de progrès à faire, tempère le lieutenant-colonel Samshudin, car mes hommes font plus d'infanterie que de logistique. » Un constat partagé par son mentor français. « Le bataillon progresse par à-coups faute de pouvoir concentrer son activité sur le soutien. Il faut des déclencheurs. »

Ce fut le cas fin mars, après la construction du poste opérationnel de combat (COP) 46 par la Task Force La Fayette (lire ADA n° 349). « Le général Zamraï avait décidé de poursuivre l'effort d'occupation du terrain en vallée de Tagab en construisant le COP 51, se souvient le lieutenant-colonel C.M. Le kandak 35 comptait s'en remettre à la Fias pour le volet logistique. En tant que mentors, nous l'avons soutenu pour qu'il assure lui-même cette mission. Grâce à nos contacts auprès de la TF La Fayette, nous avons facilité ses démarches en vue d'obtenir du commandement américain de la Regional Command Est un appui en fournitures. Le matin même de l'opération, poursuit le lieutenant-colonel C.M., 120 tonnes de matériel de construction arrivaient à Pol-e-Charki. Le kandak 35 a fait preuve d'une énorme réactivité en chargeant 15 camions en une demi-journée et en organisant plusieurs convois vers le COP 51. Il y a encore six mois, cette mission n'aurait pas été possible car, au-

rs l'autonomie



Les bataillons progressent par à-coups, plus occupés à faire de l'infanterie que de la logistique. Mais les militaires afghans sont réactifs et les résultats encourageants.



delà du savoir-faire ils n'avaient pas confiance en eux. »

Confiance et savoir-faire, le kandak 34, le bataillon appui de la 3^e Brigade, lui aussi en pleine acquisition de ces compétences, en a besoin. Basé près du barrage de Naghlu, il est dépositaire des canons de la brigade et des moyens en construction et en déminage du génie. Mais ces moyens sont encore insuffisamment exploités. Peu de cadres ont une expérience avérée sur ces pièces d'artillerie de 122 mm D 30 de conception soviétique qui n'ont pas servi depuis long-

temps. Et, comme le 35, le kandak 34 est utilisé à 90 % en infanterie du fait des besoins opérationnels. En première ligne contre les insurgés, il est engagé quotidiennement dans des opérations de contrôle de zone à partir de ses postes avancés en Surobi et Kapisa. *« Depuis le début de l'année, nous avons entrepris avec le lieutenant-colonel Gul Aqah de l'aider à développer les compétences de son bataillon dans l'artillerie »,* explique le lieutenant-colonel de C., senior mentor du kandak. ■■■



■ ■ ■ Des experts en armement de gros calibre de l'Ana sont venus valider l'aptitude au tir d'une pièce présente au bataillon. Depuis, les artilleurs du kandak et leurs mentors français – principalement issus du 93^e régiment d'artillerie de montagne de Vars (Hautes-Alpes) – mènent des campagnes de tirs dès qu'ils le peuvent. « En janvier, nous avons réalisé un premier tir direct nous-mêmes pour nous assurer que tout était en ordre. Pour le deuxième tir, réalisé un peu plus tard, nous avons laissé faire les artilleurs afghans, détaille le lieutenant-colonel de C. Forts de cette expérience concluante, nous avons décidé avec les Afghans de passer aux tirs indirects. La cible désignée a été couverte par huit obus sur huit tombés à moins de 50 mètres de l'objectif. » Des efforts utiles car, quelques semaines plus tard, ce kandak

neutralisait une position des insurgés par des tirs directs avec une des pièces stationnées en vallée d'Uzbeen, en Surobi. « Cela a été une grande satisfaction pour nous comme pour les mentors français, confie le lieutenant-colonel Gul Aqah. Je suis aussi fier des progrès de nos capacités Génie. Début avril, nos démineurs ont neutralisé et détruit un IED de 24 kilos avant le passage d'un convoi près d'un village. » Sans verser dans un optimisme hors de propos, les appuis et la logistique de la 3^e brigade prennent progressivement corps. Mi-avril, le kandak 35 a organisé un convoi logistique en autonomie complète en vallée de Tagab. « Tagab, c'est dangereux et compliqué car beaucoup de moyens afghans et français doivent être mis en œuvre – et coordonnés – pour sécuriser les déplacements, explique le lieutenant-colonel



CHRISTOPHE CHAURY



CHRISTOPHE CHAURY



COM. CIVILT

Les mentors français ont testé des canons datant de la présence soviétique. Depuis, les artilleurs du kandak 34 mènent des campagnes de tir dès qu'ils en ont la possibilité.

C.M. Or, le kandak a été précis aux heures et aux points de passage obligés. Son chef a fait un cadre d'ordre écrit qui a été remis aux éléments du convoi. Pour la première fois, les mentors sont restés à Pol-e-Charki, au PC du bataillon. Au retour, le convoi s'est fait "tiquer" [de troop in contact, être sous le feu ennemi – NDLR]. Il a parfaitement réagi, comme dans les exercices que nous avons peu à peu fait entrer dans les mœurs. Les soldats afghans ont quitté la zone rapidement et en ordre, en ripostant de façon ciblée et graduée. Chose rare, ils ont fait un compte-rendu en direct. Vu de l'extérieur, tout cela paraît peu de chose. Mais je vous assure qu'en arriver là suppose beaucoup de travail de la part du kandak, de disponibilité et de conviction de la part des mentors ainsi qu'une relation de confiance de part et d'autre. » ■

■ ■ ■ Suite de la page 47

statuer sur des différends liés à la propriété. Il faut dire qu'aux onze provinces placées sous la responsabilité du 201^e corps ne correspondent que deux zones police. La police progresse pour l'instant plus lentement que l'Ana. Pas toujours bien formés, les policiers subissent d'ailleurs sur le terrain une grande pression de la part des insurgés. Souvent en première ligne, ils risquent leur vie quotidiennement. Nous nous devons donc d'entretenir aussi de bonnes relations avec nos homologues policiers pour les aider dans leur mission difficile.

Comment l'Ana fait-elle face aux difficultés liées à la représentativité des différentes ethnies ?

C'est une question fondamentale. L'Ana est l'émanation d'une nation qui est à reconstruire, à unifier. Cela passe encore par la représentativité des ethnies composant le paysage afghan (pachtounes, tadjiks, hazâras, ouzbeks pour les principales). Mais je pourrais en dire autant des réseaux familiaux et tribaux, qui ont un poids considérable dans nos traditions et dans notre armée. Quand une armée se veut nationale, comme l'Ana, ces questions doivent être surmontées et dépassées. Peu à peu, les choses changent. Pour ma part, au 201^e corps, je fais de mon mieux pour faire évoluer les mentalités et pour faire émerger dans nos rangs un esprit de corps, un patriotisme afghan qui, si Dieu le veut, transcendera à terme tous les clivages.

Quel est l'avenir du 201^e corps dans les mois prochains ?

Les effectifs de l'Ana, en progression rapide, devraient presque tripler dans les cinq prochaines années. Le 201^e corps procédera dans les semaines et les mois qui viennent à une restructuration des brigades et kandaks. Nous devrions notamment créer une division « Capitale ». La 3^e Brigade, partenaire de la Task Force La Fayette en Kapisa et Surobi, conservera sa zone actuelle mais se restructurera également.

Jeune officier dans les années 80, vous avez été formé à l'« école russe », et vous combattez aujourd'hui avec des militaires occidentaux. Quel enseignement tirez-vous de cette double expérience ?

Je fais partie des généraux qui, en effet, ont connu les deux situations. Je n'ai pas d'états d'âme particuliers à ce sujet. Quels que soient les systèmes politiques, seules comptent à mes yeux les intentions de nos partenaires. Dès lors qu'ils œuvrent à aider mon pays, j'apprécie leurs efforts. ■

Mission de police en Surobi sous l'œil des gendarmes français

Depuis décembre dernier, un détachement français de la gendarmerie européenne fait du « mentoring » auprès de la police afghane. Embarquement pour une mission ordinaire de sécurisation.

Comme la plupart des pistes en Afghanistan, celle qui mène à Dalwazy Kalay est tout juste praticable, serpentant dangereusement, coincée entre les berges verdoyantes de la Kaboul River et les versants abrupts des collines. Des policiers afghans ont reçu mission d'aller ce matin dans ce village de Surobi sécuriser l'inauguration d'un puits construit grâce au concours de l'équipe des actions civilo-militaires de la base opérationnelle française de Tora, toute proche. Les gendarmes départementaux et mobiles d'une des quatre Police Operational Mentor and Liaison Team (POMLT) françaises présentes en Kapisa et Surobi accompagnent les policiers.

Arrivés en décembre dernier, ils font partie du premier détachement de 150 gendarmes déployé en Afghanistan dans le cadre de la Force de gendarmerie européenne pour soutenir le développement de la police nationale afghane (ANP). « La mission d'aujourd'hui résulte de la coopération entre l'état-major du Groupement tactique interarmes français de Tora, la police afghane et nous-mêmes, explique le capitaine de gendarmerie chef du POMLT n° 4. Nous ne sortons pas sur le terrain juste pour sortir. Nous nous posons les trois questions qui prévalent à toutes nos actions ici : Les policiers afghans vont-ils apprendre quelque chose ? La zone est-elle stabilisée ?

Est-elle sécurisée ? Si les trois réponses sont positives, nous pouvons atteindre l'objectif principal de notre mission : faire progresser les forces de police afghanes vers plus de professionnalisme. »

Le pick-up de la police afghane qui ouvre la piste atteint les premières maisons, suivi à distance par les blindés des gendarmes et celui d'une équipe des actions civilo-

militaires. Il devient rapidement impossible d'aller plus loin dans le dédale des ruelles étriquées et des murs d'enceinte épais derrière lesquels se cachent les maisons. La zone est relativement sûre, mais les policiers afghans et

les militaires français n'oublient pas que de là sont parties, il y a quelques semaines, des roquettes tirées en direction de la base de Tora. Avant de s'engager davantage, un dispositif de sûreté est mis en place aux abords du village assuré principalement par une dizaine de gendarmes mobiles. La mission se poursuit à pied.

Aidé d'un interprète, le gendarme qui mentorise le chef du détachement afghan prodigue ses conseils. « Attention, là, tes deux policiers ne doivent pas se tenir en retrait des gens qu'ils ont à protéger, ils doivent les précéder. Veille à faire éloigner les enfants, si cela devait mal tourner, ils ne doivent pas être pris entre deux feux... » Pour le sergent de police Mohamed Agha, ces conseils sont les bienvenus. « Depuis six mois que je travaille avec les gendarmes, je me sens plus efficace dans les actes quotidiens, comme interroger un suspect, porter les premiers soins à un blessé ou pratiquer un menottage sans risque. En fait, ils me donnent des repères et je me sens plus sûr de moi. »

Avant de procéder à l'inauguration du puits, une réunion avec les anciens du village (une shura) est organisée, comme il est de coutume ici, avec les militaires français. Présidée par le chef de la communauté, le malek, elle est l'occasion pour chacun d'exprimer son avis – et pour le sergent



Opération de sécurisation d'un village à l'occasion de l'inauguration d'un puits. Aidé de l'interprète, le gendarme prodigue ses conseils au chef du détachement afghan.

de police de prendre la « température » de la vie locale. « Nous étions surpris de voir, à nos débuts dans la région, que les policiers n'y participaient pas, même s'ils en avaient l'opportunité, révèle un gendarme. Les policiers afghans n'ont pas la culture du contact avec la population. Ils se contentent de rester dans leurs postes ou leurs commissariats à attendre que les gens viennent les voir. Petit à petit, nous avons réussi à les convaincre de développer ce relationnel indispensable si on veut gagner la confiance des gens et obtenir des informations utiles. » À la différence des soldats de l'Armée nationale afghane, qui jouissent d'une image plutôt positive au sein de la population, les policiers sont souvent mal consi-

dérés. « Le manque de formation, de matériels, les maigres salaires ont constitué un terreau pour les comportements déviants : violence, racket, corruption, analyse le colonel Laumont, le commandant des gendarmes français en Afghanistan. Mais les choses changent dans le bon sens, grâce au travail de terrain des POMLT, grâce aussi à la politique de formation soutenue par l'Isaf et le ministère de l'Intérieur afghan. Une trentaine de gendarmes participent à ce travail de fond dans une école située à Mazar-e-Sharif, dans le Nord du pays, auxquels s'ajouteront bientôt une quarantaine d'autres au nouveau centre de formation de l'Afghan National Civil Order Police, près de Kaboul. »



Les policiers afghans apprennent peu à peu à établir des liens avec les habitants des villages.



■ ■ ■ Au sortir de la shura, le malek serre vigoureusement la main du sergent de police. « Avant, on ne voyait pas de policiers par ici. Celui-là, on le voit maintenant patrouiller avec ses hommes le soir, se réjouit le malek. On sait où il est. Quand on l'appelle, il vient. L'autre jour, il nous a aidés à faire fuir des voleurs qui en avaient après un taxi. C'est bien. » L'inauguration est terminée, le convoi reprend sa route, les policiers afghans en tête. Après quelques kilomètres, avant de prendre la direction de Tora et de les laisser rejoindre leur poste, le capitaine de gendarmerie se porte à la hauteur du pick-up afghan et baisse sa vitre :

« Mission réussie !, lance-t-il en souriant à l'adresse du sergent de police. On se voit demain ! »

Durant ces six mois de travail quotidien de mentoring – une mission d'un genre inédit pour la gendarmerie –, les gendarmes de Versailles et de Chauny auront acquis des connaissances de première main. Ils seront relevés, au début du mois de juin, par une centaine de gendarmes mobiles et départementaux de Rennes et de Pontivy, qui achèvent actuellement leur préparation en métropole. Et qui bénéficieront du retour d'expérience éclairé de leurs prédécesseurs.

Composition de la police nationale afghane (ANP)

Comptant actuellement environ 100 000 policiers, la police nationale afghane est divisée en plusieurs branches :

AUP : L'Afghan Uniform Police, principale force de police du pays présente sur l'ensemble du territoire (80 000 hommes).

ANCP : L'Afghan National Civil Order Police, également appelée Afghan Gendarmerie (4 000 hommes).

ABP : L'Afghan Border Police, police de l'air et des frontières, en charge de la protection des frontières, des zones aéroport-

tuaires ainsi que du contrôle des flux migratoires et de la lutte contre la contrebande (15 000 hommes).

CNPA : Counter-Narcotics Police of Afghanistan, en charge de la lutte anti-drogue (2 700 hommes).

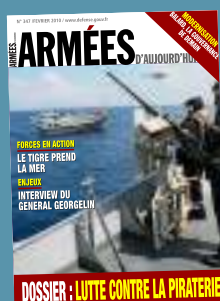
CID : Criminal Investigative Division (lutte antirriminalité).

CTP : Counter Terrorism Police (lutte antiterroriste).

ACP : Afghan Customs Police (police des douanes), qui dépend du ministère des Finances.



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos **forces en action**, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, **Armées d'aujourd'hui** est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial* ☐ France ☐ Étranger/Dom-Tom/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à : ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

VBCI : le défi industriel

Nexter Systems, à Roanne, livre dix exemplaires de ce véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI) chaque mois à la Défense. Une cadence qui n'est rendue possible que grâce à une chaîne de fabrication ultramoderne, proche de la production en série.



Difficile d'imaginer que c'est d'une plaque en aluminium de 8 mètres de long sur 3 de large que naît le Véhicule Blindé de Combat d'Infanterie (VBCI)... Rapide et d'une grande puissance de feu, ce blindé moderne est aussi le produit d'un défi industriel. C'est sur le site de Nexter Systems, à Roanne, que le remplaçant de l'AMX-10 P prend vie, grâce à un système de production sophistiqué où rapidité et performance sont les maîtres mots. « La principale innovation réside en ce que ce ne sont plus les ouvriers qui viennent au véhicule, mais celui-ci qui vient à eux. Au fil des étapes, il progresse sur les différentes lignes de fabrication », résume Pascal

Pichon, chef de projet industriel VBCI. Résultat, la possibilité de répondre à des calendriers de commandes chargés, fait plutôt rare pour un véhicule d'une telle complexité. Nexter peut ainsi livrer dix VBCI chaque mois à la Défense. Maintenu fermement au sol par aspiration, la plaque de tôle passe sous le feu des robots et machines à découper qui, en deux jours, produisent un puzzle géant de plusieurs tonnes. Les ouvriers peuvent ensuite monter le châssis, la caisse et la tourelle, soit un bon mois de travail. « Les ingénieurs ont beaucoup travaillé le design, ils l'ont optimisé en vue du montage et de la production en série. Le char Leclerc est fabriqué à

partir d'un peu plus de 200 pièces, il n'en faut qu'une quarantaine pour le VBCI », souligne Jérôme Duverger, responsable VBCI structure. Les éléments de tôle découpés vont être fixés les uns aux autres pour former l'armature du blindé. « 75 % de la caisse sont soudés avec la machine. Ce que fait un robot en une journée, il faudrait trois semaines pour le faire à la main. Il y a 8 à 10 cordons de soudure à déposer à la jointure des plaques, soit une centaine de kilos de métal », poursuit le responsable. La caisse reçoit son toit, percé du logement de la tourelle, pour la version VCI (Véhicule de Combat d'Infanterie), du tourelleau dans la version VPC (Véhicule Poste de ■■■



PHOTOS : CHRISTOPHE FIARD / DICOD

Modifié pour le théâtre afghan

Avant d'embarquer pour l'Afghanistan, le véhicule a subi des modifications pour l'adapter aux exigences de ce théâtre. Au total, 1 tonne de matériel a été ajoutée, notamment le renfort de la protection contre les mines et des kits de protection contre les roquettes anti-véhicules.

En novembre 2009, des équipes de la Défense (DGA, état-major des armées, section technique de l'armée de terre, régiments) se sont réunies pour préparer la projection du blindé. Une check-list des objectifs à atteindre a été

élaborée, avec un peu plus de 200 points à vérifier, du type de carburant à utiliser aux moyens de dépannage. La décision de l'EMA d'acheter du matériel supplémentaire en urgence opérationnelle, hors du programme VBCI classique, a été lancée et confiée à la DGA le 6 décembre. À partir de cette date, pendant quatre mois les équipes de la DGA, en partenariat avec l'armée de terre, se sont mobilisées pour qualifier et acheter les éléments indispensables à l'envoi des véhicules en Afghanistan.

EUROSATORY 2010

Le ministère de la Défense sera présent, comme à chaque édition, au salon de l'armement aéroterrestre Eurosatory, du 14 au 18 juin. Sur son stand, qui regroupe pour la première fois tous les acteurs institutionnels (armées, DGA, service de santé), seront exposés les principaux programmes d'armement terrestre et aéroterrestre.

La présence de la Défense à un salon professionnel est l'occasion de souligner l'action des services de l'État au profit des exportations des industriels de l'armement français.

Renseignements pratiques :

Entrée gratuite pour le personnel de l'institution, sous présentation d'une carte professionnelle.

Ouverture de 9 h à 17 h.

Accès RER : B3, direction Aéroport Charles-de-Gaulle, station Parc des expositions.

Informations et inscriptions : www.eurosatory.com

Pour les groupes de plus de 10 personnes, contacter le bureau invitations du COGES (tél : 01 44 14 51 54, fax : 01 42 30 70 88).

Adresse mail : invitations@eurosatory.com



La caisse du VBCI, avec les découpes dans le glacis pour accueillir les trappes et la tourelle. Ci-dessous le 6-cylindres Diesel de 550 chevaux.



■■■ Commandement). Si la machine exécute une grande partie des opérations, la main de l'homme redevient indispensable pour les soudures de haute précision. De son poste, le soudeur commande la rotation de la caisse qui, malgré son poids très élevé, peut pivoter à 360°. Concentrés malgré le vacarme, les opérateurs équipés de leur casque anti-bruit exécutent des manipulations complexes. Ils doivent atteindre des angles ou des parties inaccessibles pour le robot pour réaliser les soudures intérieures. Cette étape est suivie d'un contrôle aux

rayons X pour traquer les moindres microfissures.

La caisse montée part ensuite sur la ligne de peinture. Pour empêcher l'oxydation, l'aluminium est décapé dans la chambre dite de corindonage. Pendant que la caisse tourne sur elle-même, du corindon (oxyde d'aluminium pur à 99,9 %) est projeté. « En 1 h 15, 60 % de la caisse sont traités, le reste est fait à la main, explique Philippe Michaud, responsable de la ligne peinture. Puis vient la chromatisation, un procédé qui donne à l'aluminium une tenue anticorrosion, favo-



Primé aux Trophées de la qualité

Le 11 mai avait lieu la huitième édition des Trophées de la qualité de la DGA. À cette occasion, sont récompensées les entreprises de l'armement et les équipes de programmes du ministère de la Défense, qui ont obtenu les meilleurs résultats pour l'ensemble de leurs prestations. Cette année, le VBCI a été à l'honneur. Philippe Lemascaon directeur du programme VBCI à la DGA, et le colonel Alain Vidal, officier de programme à la STAT, sont repartis tous les deux avec le prix de la « meilleure conduite de programme d'armement ». Le véhicule est sorti

d'usine en 2008, conformément au calendrier initial. Le 35^e régiment d'infanterie de Belfort est, aujourd'hui, entièrement doté et le 92^e régiment d'infanterie de Clermont-Ferrand recevra les derniers engins au mois de juillet.

Ont également été primés l'opération BPC 3 (Bâtiment de projection et de commandement) et l'équipementier TDA Armements, du groupe Thales. Enfin, la société Dassault Aviation a reçu le trophée du meilleur maître d'œuvre industriel par le délégué général pour l'armement, Laurent Collet-Billon.



Après les derniers tests et réglages, les engins sont soumis à une inspection détaillée de la DGA, puis, après validation, sont acheminés au camp de Canjuers pour recevoir les derniers équipements.

rise l'adhérence de la peinture et assure une meilleure absorption des ondes électromagnétiques. » Au total, quarante-cinq jours auront été nécessaires pour obtenir une caisse usinée et peinte.

Non loin de l'atelier, une colonne de VBCI en cours de montage avance dans une fosse de 1,50 m de profondeur. « *La fosse, c'est l'élément novateur de la chaîne. L'engin progresse au fur et à mesure que les opérateurs installent les éléments, des roues au moteur en passant par la climatisation. Pour être complètement assemblé, le VBCI doit passer, en dix jours, par cinq stations de montage* », indique Michael Denis, adjoint au responsable de la partie montage.

À l'entrée de la chaîne, au premier poste de montage, le VBCI est retourné pour faciliter le montage du train de roulement, qui nécessite deux jours. Puis il va pivoter, et être mis

sur ses roues. Dans ce hangar, pas de machine bruyante, les hommes ont repris la main. Et c'est en musique que les opérateurs de la deuxième station montent le groupe motopropulseur (moteur, boîte automatique) et le système d'alimentation en carburant. Au troisième poste, le blindage balistique est mis en place avec le compartiment pilote. À la quatrième station, le câblage électrique et le boîtier électronique sont posés, en même temps que le tourelleau, la climatisation et les épiscopes. C'est au cinquième et dernier arrêt que le moteur (un Diesel 6-cylindres de 550 chevaux fabriqué par Renault Trucks Defense) est branché. Le VBCI et ses 18 tonnes sortent de la fosse en roulant.

Il est alors pris en main par le service qualité de Nexter, qui procède à des essais statiques et mobiles et testent le VBCI sur une

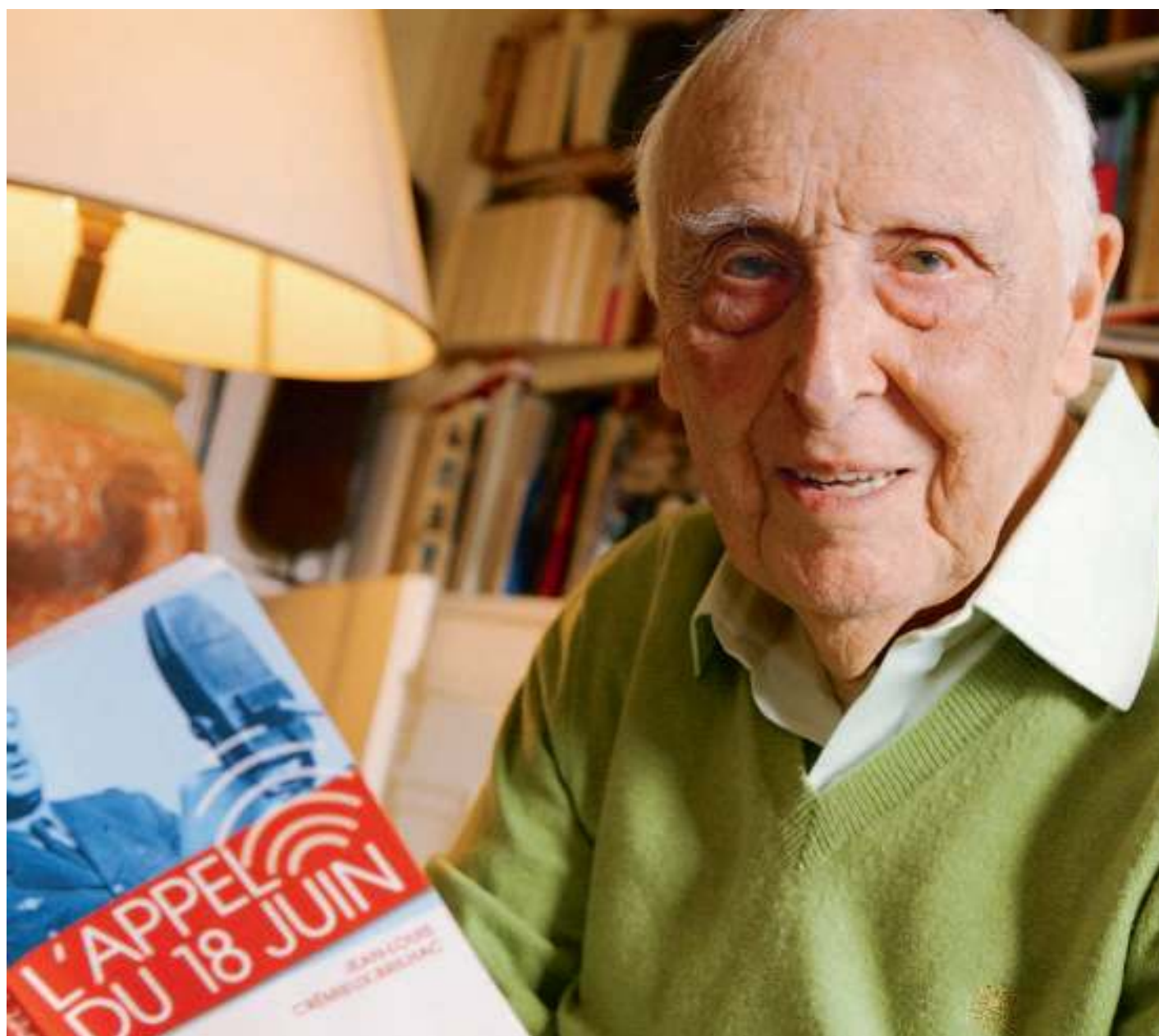
piste extérieure pour contrôler les freins ou encore la stabilisation de la tourelle.

Revêtus de leur tenue de combat, les VBCI seront soumis durant vingt-cinq jours à une inspection de la DGA pour s'assurer de la bonne conformité des matériels. Après validation, Nexter installe le système d'information terminal (SIT), un système de géolocalisation, puis livre les engins au camp de Canjuers, où les derniers équipements, comme le système d'information régimentaire (SIR) pour le VPC, qui permet d'assurer le commandement, seront ajoutés.

Sur les 630 VBCI commandés, la DGA en a réceptionné 200. Dont 10 ont embarqué à Toulon, le 11 mai, pour l'Afghanistan. Ils équiperont deux sections de combat du 35^e régiment d'infanterie de Belfort. Leur arrivée est prévue pour le début de l'été.

■
Samantha Lille

18



CHRISTOPHE FIARD / DICOD

JUIN 40

Daniel Cordier, engagé volontaire, secrétaire de Jean Moulin

«Il était impensable pour moi que nous rendions les armes et que les Allemands occupent la France»

Daniel Cordier rejoint l'Angleterre dès juin 1940. Il est alors âgé de 19 ans et déterminé à poursuivre la lutte contre l'Allemagne nazie. Engagé dans les Forces françaises libres de la «légion De Gaulle», il deviendra, à partir d'août 1942 et pendant onze mois, le secrétaire du chef de la résistance intérieure, Jean Moulin.

Qu'est-ce qui vous a donné envie de continuer à combattre après la défaite de juin 1940 ?

À l'époque, j'étais imprégné des idées maurassiennes. Je militais à l'Action française, un mouvement politique qui défendait des idées nationalistes et royalistes. J'attendais avec impatience le mois de

juillet, où je devais être mobilisé dans l'armée et me battre. Il était impensable, pour moi, que nous rendions les armes et que les Allemands occupent la France. J'ai donc été révolté d'entendre à la radio, le 17 juin à 12 h 30, le maréchal Pétain demander l'armistice aux Allemands. Avec quelques camarades de l'"Action" de Pau, nous avons décidé d'organiser un grand meeting, le 20, pour coordonner notre action et continuer le combat.

Vous n'avez pas donc entendu l'appel du 18 juin ?

Je n'ai pas eu cette chance. C'est par un ami que nous en avons eu connaissance. ■■■

Des manifestations exceptionnelles

À l'occasion du 70^e anniversaire de l'Appel du 18 juin du général De Gaulle, le ministère de la Défense, en partenariat avec la Fondation Charles-De-Gaulle, propose une véritable saison culturelle, inédite dans le domaine de la mémoire combattante. Autour des commémorations

de référence du 18 juin, au Royal Chelsea Hospital de Londres, au mémorial de la France combattante du Mont Valérien et sur l'esplanade des Invalides à Paris pour un spectacle multimédia, le 70^e anniversaire se décline pendant plusieurs semaines partout en France et à l'étranger, avec de nom-

breuses manifestations exceptionnelles, expositions, publications, films et émissions spéciales à la radio et à la télévision. Le programme complet de ces manifestations est présenté sur le site Internet officiel du comité du 70^e anniversaire. www.appeldu18juin70eme.org

Daniel Cordier.
« Les épreuves m'ont fait grandir et mes idées ont évolué. Je suis devenu un Européen fervent. »

■ ■ ■ Comment décidez-vous de partir ?

Le préfet a essayé d'interdire notre meeting, mais le maire de Pau nous a prêté le hall de la mairie car, légalement, la police ne pouvait procéder à aucune arrestation dans cet endroit. La foule était tellement nombreuse que l'auditoire débordait sur la place. Une des hypothèses répandues par la radio et les journaux était que des militaires français allaient continuer la guerre en Afrique du Nord. Avec une centaine de jeunes gens âgés de 16 à 19 ans – ceux de 20 ans étaient mobilisés –, nous avons décidé, à l'issue du meeting, de partir là-bas. Mon beau-père possédait une compagnie de bus. Il en a affrété cinq pour nous conduire à Bayonne, où nous devions embarquer pour le Maghreb. Mais, au moment du départ, une patrouille de soldats nous en a empêchés. Nous avons dû attendre 7 h le lendemain pour quitter Pau, direction Bayonne. Sur les 100 volontaires de la veille, nous n'étions plus que 17 !



DANIEL CORDIER

« À l'issue du meeting, nous avons décidé de partir pour l'Afrique du Nord. »

du port annonçait l'arrivée imminente des troupes allemandes. Nous espérions bien rejoindre l'Afrique du Nord, mais le capitaine nous a annoncé le lendemain que nous faisons route pour l'Angleterre. Le ministre belge de la Santé était à bord et c'est sans doute lui qui avait imposé cette nouvelle destination au capitaine du *Leopold II*. Il devait retrouver son gouvernement, qui avait trouvé asile à Londres.

Une fois en Angleterre, de quelle façon avez-vous rejoint le général De Gaulle ?

Nous avons accosté le 25 juin à Falmouth, en Cornouailles. De là, nous avons pris le train pour Londres. Le 28, j'avais incorporé, avec mes 16 camarades, la « Légion De Gaulle ». Le 6 juillet à 9 h précises, nous avons reçu la visite du général De Gaulle.

« Je ne vous féliciterai pas d'être venus, vous n'avez fait que votre devoir ! » Telle a été sa première phrase. Après les péripéties de notre voyage, j'étais un peu choqué. Mais j'ai rapidement compris qu'il trouvait normal de continuer la guerre. Nous n'étions que 2 500 soldats, alors que les forces régulières restées en France étaient 100 000.

Quelles ont été vos premières activités en Angleterre ?

Après quelques jours passés à l'hôtel Olympia, le quartier général français, le bataillon de chasseurs où j'ai été affecté fut envoyé à Delville Camp (sud-est de Londres) pour y suivre un entraînement intensif jusqu'à la fin juillet. Les Allemands devaient débarquer à la fin du mois et nous devions être prêts. La menace ayant été écartée, nous avons été installés à Camberley (sud-ouest de Londres), puis au camp d'instruction français Old Dean, où nous avons fini notre préparation militaire.

Quel souvenir gardez-vous de votre parcours ?

Je n'ai pas le sentiment d'être un héros, même si j'ai vécu des moments exceptionnels. J'ai souvent été seul, entre 1942 et 1944, quand je servais dans la région lyonnaise, et j'ai parfois eu très peur d'être arrêté et tué. Je ne regrette rien pour autant, et je referais les mêmes choix aujourd'hui. Les épreuves m'ont fait grandir et mes idées ont évolué. Je suis devenu un Européen fervent et j'espère voir, avant de m'éteindre, des pays encore plus unis qu'ils ne le sont aujourd'hui. ■

**Propos recueillis par
Amaud Hunter-Rousselle**

Les lieux de mémoire liés au général De Gaulle

La Maison Natale, à Lille

Dans cet hôtel particulier du XIX^e siècle, le visiteur découvre la famille, les années d'études et de formation, la vie quotidienne de la famille De Gaulle. Jusqu'au 31 août, la maison accueille l'exposition « La grande guerre du général De Gaulle ».

9 rue Princesse. Du mercredi au dimanche. Fermé les jours fériés. Renseignements : www.maison-natale-de-gaulle.org

L'ancien bureau à Paris

Cette pièce de cinq mètres sur huit qu'il a occupée de 1947 à 1958 est restée telle

quelle : un bureau Louis XVI, des fauteuils, une bibliothèque et un portemanteau.

5 rue de Solférino. Visite gratuite le vendredi sur rendez-vous auprès de madame Claude Marmot : 01 44 18 66 84.

La Boissierie et le Mémorial à Colombey-les-deux-Églises

Acquise en 1934 elle est la demeure historique du Général. Il s'y installera après avoir quitté le pouvoir en 1969 et y décèdera un an plus tard. En 1979, une partie de la maison a été transformée en musée.

Le Mémorial, lui, raconte l'écrivain, le chef

de la France libre, le père de famille et l'homme politique qu'était le général.

Renseignements :

La Boissierie est fermée du 22 décembre au 5 février. Adresse Internet : boissierie@charles-de-gaulle.org
www.memorial-charlesdegaulle.fr

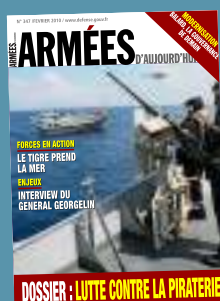
L'Historial à Paris

Inauguré en 2008, l'Historial présente l'itinéraire du général : de l'homme du 18 juin au fondateur de la V^e République.

Musée des Armées, Hôtel des Invalides. Du mardi au dimanche. www.invalides.org



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos **forces en action**, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, **Armées d'aujourd'hui** est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial* ☐ France ☐ Étranger/Dom-Tom/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à : ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.



ECPAD

Vosges, septembre 1944. Monique Crémieux, ambulancière à la 2^e DB, soigne un blessé.

Monique Crémieux a 16 ans lorsque, le 18 juin 1940, elle entend l'appel du général De Gaulle à la radio. Elle décide alors d'associer son destin à celui de la France. À 18 ans, elle s'engage et rejoint les « marinettes », le groupe d'infirmières appartenant à la célèbre 2^e division blindée du général Leclerc. Elle participe à toutes les grandes batailles de la 2^e DB jusqu'à la libération de Paris et de Strasbourg. Après la guerre, elle suit les troupes du général Leclerc en Indochine, d'où elle revient en 1948. Chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la Médaille militaire et décorée de la Croix de guerre 1939-1945 avec trois citations et de la Croix de guerre des Théâtres d'opérations extérieures avec une citation, cette femme d'exception a été enterrée le jeudi 29 avril dans le cimetière de Bel Air à Dakar.

Mai-juin 1940

Retour sur la guerre éclair

Si la défaite française paraît étrange (Ada n° 350), la victoire allemande l'est aussi. Et la guerre éclair, ou Blitzkrieg, serait une invention de journaliste plutôt qu'un concept mûri dans les états-majors.

S'efforçant d'attribuer des causes simples à l'étrange défaite de la France de mai-juin 1940, l'une des explications les plus couramment avancées se résume ainsi : surpuissante, suréquipée et ultra-moderne, l'armée allemande, commandée par des chefs de génie, a mis en œuvre une doctrine tactique radicalement nouvelle, stupéfiante par son efficacité et sa rapidité, la Blitzkrieg ou « guerre éclair ». Voilà pour la légende que presque tout le monde a ressassée ad nauseum. Depuis quelques années, les travaux de nombreux historiens, français ou étrangers, déconstruisent peu à peu ce récit simpliste dont presque tout le monde s'est satisfait pendant soixante-dix ans. Cette déconstruction s'insère elle-même dans la remise en cause méthodique du mythe de l'excellence militaire allemande dans les guerres mondiales de la première moitié du xx^e siècle. Car là réside un des principaux clichés de l'histoire militaire contemporaine, et il convenait de se demander comment et pourquoi une armée si puissante et si efficace, comme on a voulu le faire croire, a pu perdre les guerres titanesques dans lesquelles elle s'est engagée... Le terme même de Blitzkrieg est largement le produit de tours de passe-passe historico-théo-

riques. Lorsque les historiens tentent d'en faire l'archéologie, ils peinent à en retrouver des traces solides dans les textes doctrinaux tactiques de l'armée allemande de l'entre-deux-guerres. Rien, en tout cas, qui soit pensé de façon globale et cohérente, pou-

vant s'insérer dans une doctrine stratégique nationale. Si quelques auteurs isolés ont pu employer l'expression, ils ne représentaient en rien la doctrine officielle d'un état-major qui restait profondément hostile à ce qu'il considérait comme de l'aventurisme militaire. Ce n'est qu'après la victoire sur la Pologne qu'un article du *Time Magazine* américain du 25 septembre

1939 l'utilisa pour la première fois dans le sens qu'on lui connaîtra désormais. La propagande nazie se saisira ensuite de l'expression. Ce terme employé sous la plume d'un journaliste ne commencera véritablement à figurer dans un texte de théorie militaire qu'au début des années 1950.

Désobéissance de Rommel

Pour ce qui concerne la réalité des victoires militaires allemandes des premières années de la guerre, les historiens ont largement montré leur caractère contingent et prouvé qu'elles ont souvent été obtenues d'extrême justesse. Outre les tragiques erreurs du haut commandement français, la victoire allemande fut principalement due à la désobéissance de Guderian et de Rommel qui, à la tête des seuls 10 % réellement mécanisés de l'armée (90 % de la Wehrmacht étaient encore constitués d'artillerie hippomobile et d'infanterie se déplaçant à pied), prirent l'initiative de se ruer en direction des côtes de la Manche en ignorant les ordres du commandement de la Wehrmacht les exhortant frénétiquement à s'arrêter car cette action n'était pas prévue dans le plan originel. Initiative certes audacieuse et finalement couronnée de succès, mais aussi risque démesuré ayant à de multiples reprises menacé de connaître une issue catastrophique. En tout état de cause, cette victoire allemande, si elle reste extraordinaire, n'a aucune valeur de modèle, car non théorisée et impossible à reproduire. Sur la longue durée d'une guerre planétaire, la puissance nazie ne pouvait que remporter quelques « batailles » et n'avait guère de chances de l'emporter car elle n'était fondée que sur l'excellence tactique et le très haut degré de professionnalisme de la Wehrmacht, au détriment d'une pensée stratégique et opérative qui lui fit constamment défaut. ■



D. VIOLA / DICOD

LAURENT HENNINGER
chargé d'études à l'Institut de recherches
stratégiques de l'École militaire (IRSEM).

DES PRISONNIERS DE GUERRE AUX PERSONNES CAPTURÉES

L'état-major des armées et le Service historique de la Défense organisaient, en mai 2007, une journée d'études sur les prisonniers de guerre et les personnes capturées lors de conflits armés. Les actes de cette journée sont aujourd'hui publiés sous la direction de Nathalie Genet-Rouffiac, conservateur en chef du patrimoine au Service historique de la Défense. La première partie de l'ouvrage, consacrée au statut

des prisonniers, réunit des travaux sur les deux conflits mondiaux et la guerre d'Algérie. Les contributions suivantes portent sur les traitements et la

gestion des prisonniers dans les guerres civiles et les conflits asymétriques. Un ouvrage de référence, qui souligne, dans l'allocation de clôture du général Le Riche, le problème de la pérennité des conventions régissant le statut juridique du prisonnier de guerre.

Service historique de la Défense,
184 p., 18 €



ITINÉRAIRE D'UN FRANÇAIS LIBRE, JACQUES-HENRI SCHLOESING



Le 22 juin 1940, Jacques-Henri Schloesing, jeune aspirant tout juste breveté de l'École de l'air, convainc cinq de ses camarades de quitter la France. Alors que l'armistice est en train d'être signé, un bimoteur type Goéland décolle clandestinement de la base de Franczal, près de Toulouse cap à l'ouest... puis au nord, direction l'Angleterre. Commence alors, au sein de la première escadrille de la France libre, une aventure exemplaire qui s'achèvera quatre ans plus tard dans un ultime combat aérien au-dessus d'une Normandie à peine libérée. Avec passion et finesse, Patrick Collet nous plonge dans la vie de ce Français libre,

en restituant aussi bien la trame de ses engagements que sa profonde humanité. Un bel hommage à l'un des grands pilotes Compagnon de la Libération.

Patrick Collet, L'Esprit du livre-Éditions, 208 p., 20 €

L'AFFAIRE BAZAINE, UN MARÉCHAL DEVANT SES JUGES

Le 28 octobre 1870, le maréchal Bazaine, commandant en chef de l'Armée du Rhin, capitule à Metz devant les troupes allemandes : le dernier rempart contre l'invasion s'effondre, et avec lui le Second Empire. Trois ans plus tard, après l'arrivée de Mac Mahon à la présidence de l'exécutif, d'anciennes rumeurs éclatent : Bazaine a été un traître et doit être jugé et condamné à mort. François-Christian Semur, ancien magistrat, démonte les mécanismes d'un procès politique inique sans équivalent dans l'histoire judiciaire jusqu'à celui du capitaine Dreyfus.

François-Christian Semur, éd. Cheminements, 386 p., 22 €



Survivre au traumatisme



Le colonel Jean-Yves Boyer est officier du Génie. En 2006 il est victime d'un terrible accident alors qu'il se trouvait dans un Engin Blindé du Génie (EBG). Les dégâts provoqués sont effroyables. L'homme, qui reste dans le coma durant un mois, est défiguré. S'ensuit le récit du combat acharné mené par cet officier pour se raccrocher à la vie. Un récit émouvant au cours duquel, sans fausse pudeur, l'auteur nous décrit toutes les phases de sa reconstruction, tant physique que psychique, sans se départir d'un certain humour. Un ouvrage qui peut permettre à ceux qui sont dans cette phase où il faut se reconstruire après un traumatisme à trouver le courage de se battre.

Jean-Yves Boyer, éd. L'Harmattan, 163 p., 16 €

1919-1939 DE LA PAIX AU PÉRIL

Les éditions Alan Sutton poursuivent leur publication d'albums photographiques couvrant l'histoire du xx^e siècle. Après deux ouvrages consacrés aux deux conflits mondiaux, ce dernier volume présente des illustrations et des photographies inédites, pour la plupart en couleur, pour la période 1919-1939. Un livre d'images de qualité pour relire autrement l'histoire de l'entre-deux-guerres.

Jean-Paul Koenig, éd. Alan Sutton, 127 p., 23 €

